



D'ANDREA, Nicolas ; MARTIN, Ceydric (2000)

DIAGNOSTIC REGIONAL DE LA FRONTIERE BOLIVIANO-ARGENTINE

46 p.

© LPED
Marseille
France

Sommaire

I - POUR UNE GEOGRAPHIE DE LA FRONTIERE.....	1
UNE ECHELLE A PRIORI POUR LA FRONTIERE ARGENTINO-BOLIVIENNE	1
LES LIGNES DE FORCE DE L'ESPACE FRONTALIER	4
II - LES DYNAMIQUES FRONTALIERES.....	14
LES AXES D'INTEGRATION FRONTALIERE	14
URBANISATION A LA FRONTIERE BOLIVIENNE : VERS UN NOUVEAU CONDITIONNEMENT DE L'IMMIGRATION DANS LE NORD-OUEST ARGENTIN ?.....	17
MIGRATION OU MOBILITE DANS LES VILLES-FRONTIERES ?.....	20
III - LES BOLIVIENS EN ARGENTINE.....	27
ELEMENTS D'APPRECIATION DE LA DISTRIBUTION SPATIALE DES IMMIGRES BOLIVIENS DANS L'ESPACE FRONTALIER ARGENTIN	27
L'INSERTION ECONOMIQUE DES IMMIGRES BOLIVIENS DANS LE NORD-OUEST ARGENTIN	34
CONCLUSION - DES SCENARII D'ENQUETE	40

Octobre 2000

Ceci est une publication du programme MIFE (Espaces migratoires et problématique environnementale dans le Mercosur) / équipe MIDDEN (Migrations, Dynamiques Démographiques et Environnement) / LPED (Laboratoire Population Environnement Développement)

LPED

Université de Provence,
3, place Victor Hugo
13331 Marseille, cedex 03
France
Tél. : +33(0)4 91 10 85 18
lped@univ-provence.fr

I - Pour une géographie de la frontière

Une échelle à priori pour la frontière argentino-bolivienne

La construction de la frontière

La délimitation de la frontière entre l'Argentine et la Bolivie se produit dans une zone historiquement intégrée par l'activité minière. A partir de la découverte du Cerro Rico de Potosi en 1545, les principales villes du Nord-ouest argentin et du Sud bolivien sont fondées : Santiago del Estero en 1553, Tucuman en 1565, Tarija en 1574, Salta en 1582, San Salvador en 1593. L'administration de référence est à l'époque, le Vice Royaume du Pérou, fondé en 1543 et dont la juridiction s'étend sur quasiment toute l'Amérique du Sud espagnole (excepté Venezuela). Afin de faciliter la gestion du nouveau centre économique et démographique, la couronne espagnole crée l'audience de Charcas¹ en 1559, qui administre un territoire comprenant Potosi, le Chaco (Santa Cruz de la Sierra et Paraguay), le Nord-ouest argentin (Tucuman) et les colonies du Rio de la Plata. Le système d'échange commercial favorise tout d'abord le développement des régions proches de Potosi, mais avec l'essor économique du XVIIIe siècle, la demande en bétail et animaux de trait dépasse les possibilités des Andes centro-méridionales. A partir de 1650 environ, commence le processus de développement de la région pampéenne portuaire, qui va aboutir à une première scission politico-administrative, au XVIIIe siècle. Jusque là, il n'y pas vraiment eu de frontières, en dehors de celles marquées par la juridiction des villes (M. Costa 2000).

Le 1^{er} août 1776 est créé le vice royaume du Rio de la Plata qui comprend les provinces de Buenos Aires, Paraguay, Tucuman, Potosi, Santa Cruz de la Sierra et Charcas. Une frontière est née, et dans la foulée, un nouveau système politico-administratif est mis en place (1782), divisant les vice royaumes en intendances. L'intendance de Salta del Tucuman inclut alors les villes de Salta, San Salvador, Tucuman, Santiago del Estero, Catamarca, Oran et à partir de 1807, Tarija. Le commencement des guerres d'indépendance au début du XIXe siècle, initie le processus de construction des frontières nationales. Dans un premier temps, la région constitue un front, opposant les patriotes aux Espagnols, pour la libération du Haut-Pérou, revendiqué par les Provinces Unies du Rio de la Plata. Une frontière mobile se matérialise, évoluant en fonction des batailles. Mais c'est finalement la déclaration de souveraineté et d'indépendance de la Bolivie, le 6 août 1825, appuyée par Buenos Aires lassée d'une guerre coûteuse, qui fonde la frontière boliviano-argentine. Le nouvel Etat

¹ Les audiences, en Castille, étaient des tribunaux d'appel qui se sont convertis en Amérique, en organe de l'Etat contrôlant la bureaucratie coloniale. Ils constituent alors principalement un pouvoir judiciaire déconcentré.

s'appuie sur la doctrine de l'*Uti possidetis Juris*, consistant à respecter les démarcations effectuées par l'Espagne (Virreinos, capitanías generales, audiencias) jusqu'en 1810. Le territoire revendiqué correspond à l'audience de Charcas avec ses quatre districts – La paz, Potosi, Charcas et Santa Cruz – pour une superficie approximative de 2 000 000 de km².

A partir de là, la limite internationale se construit lentement, suite à une succession de pactes, d'accords et de conflits avec l'Argentine. Les différents portent sur Tarija, la *puna* de l'Atacama, Yacuiba et Los Toldos. L'année qui suit la proclamation de l'indépendance bolivienne, Tarija fait sécession et se rallie à la Bolivie. L'Argentine ne reconnaît pas l'indépendance et maintient sa réclamation sur Tarija, occupée militairement par les Boliviens. Les traités du 10 mai 1889 et du 14 mai 1898, fixent les frontières actuelles : la Bolivie perd les zones du Chaco central et de la *Puna* d'Atacama, en échange de la reconnaissance de sa souveraineté sur la région de Tarija. A l'Est, le 22^e parallèle est choisi comme limite, jusqu'à son intersection avec la rivière Pilcomayo. Après divers ajustements (transfert de Yacuiba en Bolivie, renoncement argentin quant à Sarcari, Sococha et Salitre), la frontière telle qu'elle est acceptée², s'étend sur 773 km, essentiellement terrestres, avec des portions de rivières (rivières Bermejo, Rio Grande de Tarija, Pilcomayo).

Délimitation de l'espace frontalier : le choix d'un périmètre de réflexion

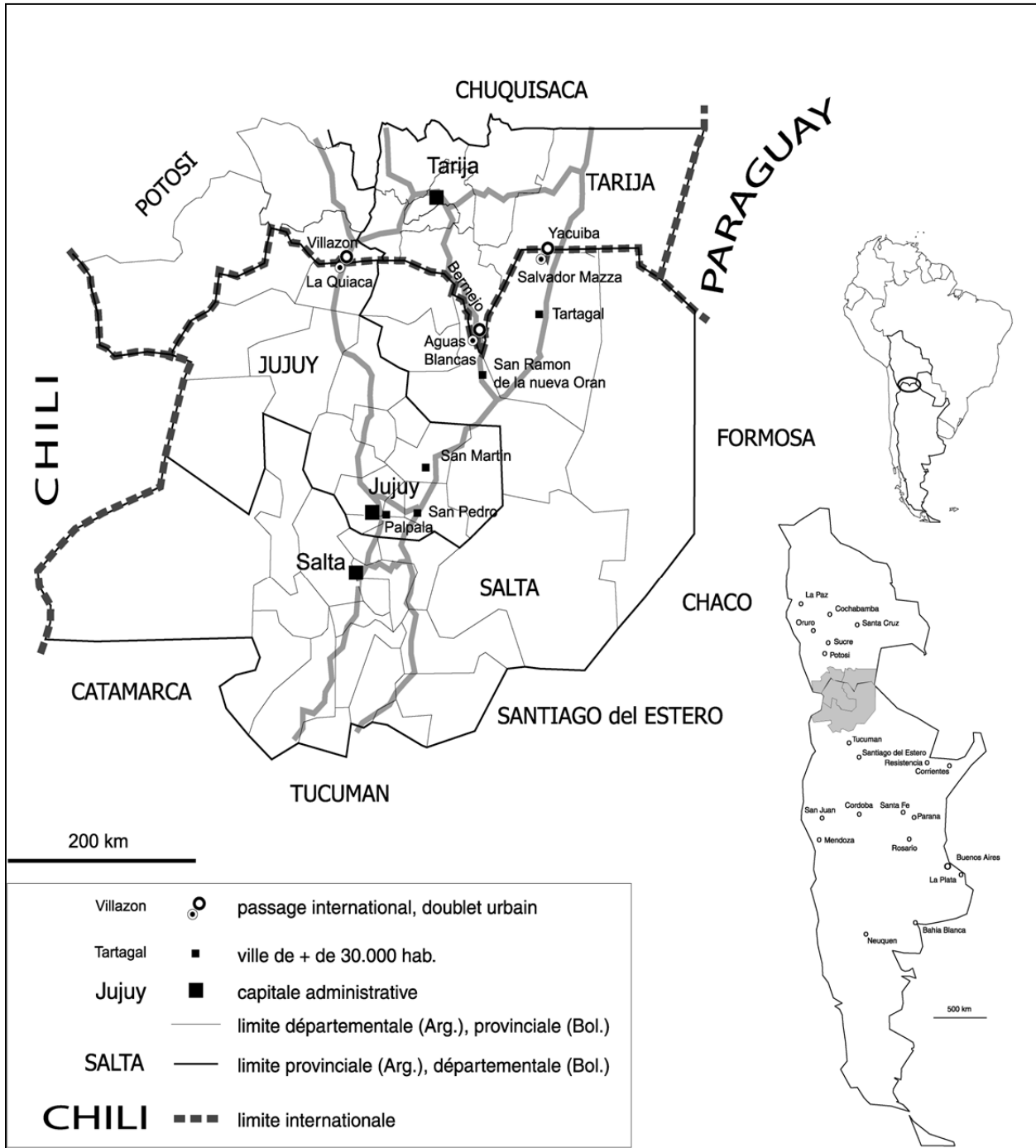
Le caractère artificiel d'une frontière internationale dans les Andes centro-méridionales, divisant une région conformée autour de l'activité minière et de caractéristiques écologiques homogènes, doit être souligné. Le Nord-ouest argentin est une zone de transition entre le cône Sud, très européenisé, et une Amérique davantage métissée. Le Sud de la Bolivie et le NO de l'Argentine, constituent des espaces périphériques dans leur propre espace national, ce qui atténue également les différences sociales. De part et d'autre de la frontière, le peuplement se concentre dans une frange de vallées, encadrées à l'Ouest par la cordillère, et à l'Est par les plaines du Chaco. Or comment délimiter un espace frontalier de référence, dans un ensemble aussi vaste ? Dans un premier temps, nous avons décidé d'établir un périmètre de réflexion à partir du caractère limitrophe. Ce mode de sélection renvoie à la perception de la proximité, propriété relative, mais s'inscrit dans une nécessaire démarche de restriction, qui peut se justifier.

Si l'espace est objectivé par le maillage politico-administratif, quel niveau privilégier : les communes, les départements, les régions limitrophes ? On peut également se référer à d'autres ensembles géographiques : réseaux de villes, régions naturelles, bassins versants et cetera. Dans une

² Les textes de référence sont le Traité du 10 mai 1889, le Traité définitif des Limites du 9 juillet 1925, le protocole du 23 mars 1939, le protocole additionnel au Traité de 1925 du 10 février 1941, les Notas reversales del 11 de septiembre de 1959.

perspective de découpage préliminaire, le classement des périmètres possibles à partir des unités politico-administratives strictement limitrophes, fournit un point de départ.

Document 1 : La frontière boliviano-argentine



Les lignes de force de l'espace frontalier

La Cordillère³

Caractéristiques naturelles

La *puna*, d'une altitude moyenne de 3 800 mètres, est constituée de sommets pouvant dépasser les 6 000 mètres, les plissements de la cordillère de Andes, ainsi que de grands plateaux arides. Son climat se caractérise par de fortes amplitudes thermiques (de l'ordre de 35 ° Celsius, 25 la journée, -12 la nuit) et une faible pluviométrie (250 mm/an, parfois moins). Concernant notre périmètre de réflexion, la *puna* englobe la partie nord-ouest de la Province de Salta (principalement le département de Los Andes), l'Ouest de Jujuy (départements de Susques, Cochinoca, Rinconada, Santa Catalina et Yavi) le Sud du département⁴ de Potosi (province de Sud Lipez, Sud Chichas et Modeste Omiste) ainsi que l'Ouest de celui de Tarija (provinces d'Avilez et de Mendez).

La *quebrada* de l'Humahuaca⁵ se caractérise par un ensemble de vallées dont la principale commence à Tres Cruces (limite avec la *puna*) et dans laquelle coule le Rio Grande. Cette rivière est alimentée par les cours d'eau des vallées secondaires qui s'y jettent sur ses 180 kilomètres de longueur. Son climat peut être relativement froid (amplitude moyenne entre -10 et 25° Celsius) et sec (précipitations annuelles de 100 à 300 millimètres). De plus, la zone a la particularité d'être balayée par des vents violents qui descendent de la vallée. La végétation est composée d'une steppe aride sur les versants, alors que le fond est nettement plus fertile.

Urbanisation

L'urbanisation de la zone de la *puna* et de la *quebrada* de Humahuaca est fortement liée à l'axe historique qui permettait de rejoindre les mines du Haut Pérou au port de Buenos Aires. La région était donc relativement fortement peuplée jusqu'à la fin du siècle dernier. Par exemple, lors du recensement de 1873, 53 % de la population de la province de Jujuy était concentrée dans la zone. Tout cela a aujourd'hui bien changé. Il existe certes un réseau de villes implantées tout au long du couloir historique, mais son importance est mineure. Citons tout de même les cas de Tupiza et de Villazon du côté bolivien, respectivement peuplées de 20 137 et 23 670 habitants au moment du recensement de

³ Cette partie fut réalisée au moyen de SANTILLAN Andrés DE, Ricci TEODORO (1992), "La región del noroeste argentino : paisajes heterogéneos con economía mixta", in *Argentina, geografía general y los marcos regionales*, Buenos Aires, Editorial Planeta et d'entretiens sur le terrain.

⁴ Nous suivons ici les dénominations des découpages administratifs nationaux, ainsi en Argentine les provinces sont divisées en départements, et inversement en Bolivie.

⁵ Nous avons décidé d'intégrer la *quebrada* de Humahuaca dans cette partie, notamment pour les relations étroites qu'elle entretient avec la *puna*, de part sa localisation sur le couloir Potosi-San Salvador.

1992. La première ville est un centre traditionnel de la région, la seconde, plus récente, a pour raison d'être l'implantation du passage frontalier en cet endroit, il y a de cela 50 ans. Du côté argentin, La Quiaca, ville limitrophe avec la Bolivie, avait en 1991 une population de 11 499 habitants. Avec Villazon, les deux localités forment incontestablement le centre urbain de la *puna*. C'est cependant San Salvador de Jujuy, la capitale provinciale, qui correspond au centre d'attraction des autres villes situées entre la frontière et les vallées tempérées, Abra Pampa (5 398 habitants en 1991), Humahuaca (6 158) et Tilcara (2 976).

Activités économiques

La *puna* possède incontestablement un milieu naturel difficile qui influence considérablement son activité économique. Une grande partie de la population s'est durant longtemps consacrée à l'activité minière. Si le côté bolivien de la frontière possède une tradition de mines estatales, il n'en va pas de même du côté argentin où l'exploitation se faisait sous forme de *periqueos*, des mineurs indépendants. Parmi les richesses naturelles exploitées, on peut citer le soufre, l'or, l'argent, le zinc, le cuivre, l'étain, la pyrite et le zinc. Cette activité n'est cependant plus très pratiquée, et la région a vécu une forte émigration ces dernières années. La population restante se consacre aujourd'hui plutôt à l'agriculture de subsistance, à proximité des rares points d'eau. Les principales productions sont le maïs (50 %), la patate (20 %), le fourrage et le blé (15%). Les exploitations de petite taille (0,5 à 3 hectares), travaillées de manière rudimentaire. Enfin, la principale source de revenu de la population rurale de la région est l'élevage extensif de bétail. Comme nous le verrons dans la seconde partie, la population urbaine a plutôt une fonction commerciale.

Malgré des limites morphoclimatiques importantes, on dénombre dans la *quebrada* de Humahuaca 3 145 hectares de terres cultivées irriguées, et 2 575 sans irrigation. Il s'agit d'une agriculture commerciale dont la production est évacuée sur le marché de Perico (centre agricole situé au sud-est de San Salvador). La population locale se consacre par ailleurs à l'élevage caprin, de lama, chevalin et parfois bovin. Enfin, le tourisme y est économiquement important, les paysages colorés de la *quebrada* en faisant une étape populaire pour les Argentins et les étrangers. Il s'agit d'une des fonctions principales de la ville de Tilcara.

Dans le cas de la *quebrada* comme dans celui de la *puna* la crise économique est fortement ressentie et il en résulte notamment un faible rapport de masculinité de la zone. La province de Sud Chichas par exemple n'atteint pas les 90 hommes pour 100 femmes, il en va de même pour le département de Cochino. Il est indéniable que la main-d'œuvre masculine fuit une situation défavorable.

Les Vallées

Les vallées de la région relèvent de deux écosystèmes principaux : vallées tempérées et tropicales. Nous essayerons ici d'aborder les plus importantes d'entre elles, notamment en ce qui concerne leur peuplement, et donc le rôle éventuel qu'elles peuvent avoir en relation avec les migrations.

Les vallées tempérées

La ou les vallée(s) Calchaquí(es), tout d'abord, s'étendent sur 220 kilomètres du nord au sud, entre le Nevado de Acay et la *quebrada* de Quixca, au pied de la *puna*, dans la partie ouest de la province de Salta. Elles sont entourées par les derniers plissements de la cordillère des Andes. La présence de la rivière Calchaquí et de ses affluents principaux (Luracatao et Humanao-Tacuil) ont entraîné le développement dans les fonds de vallées d'une végétation de bosquet dense, alors que les versants sont nettement plus arides. Le climat quant à lui y est semi-aride, les précipitations varient de 200 à 400 mm annuellement, sur la base d'un gradient nord-sud.

Autre vallée importante, celle de Lerma. Ses 14 180 km² de superficie abritent la ville capitale de Salta, encadrée à l'ouest par le massif montagneux de la cordillère orientale et à l'est par les cordons occidentaux des reliefs subandins. Les cours d'eau, importants dans la zone, ont depuis longtemps déposés des couches de sédiments alluviaux dans le fond des vallées. Il faut ajouter à cela un climat subtropical de montagne pour mieux comprendre la présence d'une végétation dense.

Les vallées tempérées de la province de Jujuy correspondent aux départements du Dr Manuel Belgrano, d'El Carmen, de Palpalá et de San Antonio. Les précipitations s'y échelonnent, allant de 500 mm/an dans le sud à 1 200 dans le nord-ouest. Les températures y sont relativement douces, la moyenne de janvier étant de 21° Celsius et celle de juillet de 10,5. C'est dans cet ensemble que se situe la capitale, San Salvador de Jujuy, ainsi que le centre commercial agricole qu'est Perico.

Enfin, la vallée de Tarija, nommée de même Valle Central, est grande de 6 962 km². Elle est située dans le centre-ouest du département du même nom, répartie entre les provinces de Mendez, Avilés, Arce et O'Connor. Il s'agit incontestablement d'un des centres de la région transfrontalière. Elle possède un climat sub-humide, soit des précipitations annuelles de 750 mm, caractérisée par une période de pluie courte et une longue sécheresse, et par une température moyenne annuelle se situant autour des 18° Celsius. La partie tempérée de la vallée se subdivise en deux secteurs. Au nord, celui de la rivière Pilaya, au centre celui des bassins de l'Alto Guadalquivir, de Tolomosa, de Camacho et de Santa Ana. Les altitudes moyennes se situent entre 2 200 et 1 600 mètres, la végétation rencontrée correspond principalement à une steppe arbustive semi-sèche.

Les vallées tropicales

Sur le bord oriental des montagnes subandines, s'est développée une série de vallées en escalier. Elles sont composées de deux sous-ensembles. D'une part, situées sur la frontière avec la Bolivie, les rivières Iruya, Pescado, Alto Bermejo et Grande de Tarija. D'autre part, plus au Sud, les rivières San Lorenzo, Ledesma, Negro et Lavayéne et San Francisco, qui forment l'ensemble nommé *Ramal Jujeño*. Ces deux systèmes se rejoignent au niveau de Pichanal, pour former la rivière Bermejo. Il s'agit donc d'une région possédant un réseau hydrique important, des sols fertiles et un climat qui oscille entre le subtropical et le tropical (les températures varient de 5 à 39 ° Celsius, les précipitations de 500 à 800 mm annuels, concentrées à hauteur de 80 % entre décembre et mars).

Urbanisation

L'urbanisation de la zone des vallées est considérable. Elle est constituée d'un grand centre englobant Salta Ville, San Salvador de Jujuy et diverses villes satellites dans la région du *ramal*. Il est par ailleurs important de mentionner Tarija-ville et les centres frontaliers de Bermejo et d'Orán.

En ce qui concerne les vallées tropicales, les capitales de département que sont Orán (51 000 hab.), Pichanal (10 900 hab.), Hipólito Yrigoyen (8 539 hab.) et Colonia Santa Rosa (7 823) constituent les principales localités d'un réseau urbain s'étendant le long de la RN50, à partir de la frontière (Aguas Blancas) jusqu'au croisement avec la RN34. Situé dans la moitié Nord du département d'Orán, ce réseau concentrait plus de 80% de la population départementale en 1991. On peut intégrer à ce système urbain, l'unique ville bolivienne de la zone, Bermejo (29 000 hab.), qui forme un doublon asymétrique avec Aguas Blancas. Plus au sud, dans le *Ramal Jujeño*, il est possible de faire l'hypothèse que San Pedro, Santa Clara et Libertador San Martin (Ledesma) forment un autre système urbain, sur la RN34 et la RP6, autour duquel gravitent de nombreuses localités agricoles. Ce réseau de localités semble se développer vers l'est, en suivant un axe de colonisation agricole le long de la RP6, dans le département de Santa Barbara (Sta Clara, Sta Barbara, Isla Chica, Palma Sola).

Pour ce qui est des vallées tempérées, il faut noter du côté bolivien l'existence d'une relation évidente entre Tarija, San Lorenzo et Uriondo, toutes les trois logées dans la Vallée Centrale. Cette relation est due en partie au vide urbain existant aux alentours. Elle s'est concrétisée par l'ouverture de routes goudronnées de bonne qualité dans la zone, chose assez rare dans le département. Les estimations de l'INE en 1999 situe la population de la première section de la province de Cercado (Tarija-ville), à 156 601 habitants, celle de la première section de la province de Avilez (Uriondo) à 13 168 et enfin celle de la première section de la province de San Lorenzo à 21 943.

Du côté argentin, il existe tout d'abord un réseau urbain saltenien. Gral Güemes (22 000 hab.) est un carrefour routier et ferroviaire qui forme avec celui du Gran Salta (369 354), le centre (en forme de

H) structurant tout le système d'agglomérations et de services de la province. La partie jujenienne des vallées tempérées concentre 57 % de la province (293 436 habitants) ce qui en fait un centre incontournable, orienté autour de la capitale provinciale, San Salvador de Jujuy (178 748 habitants au moment du recensement de 1991) et de ses satellites agricoles : Palpalá (39 822 habitants), Perico (25 749) et El Carmen (8 542). Bien entendu, la proximité de Salta-ville et du *Ramal Jujeno* ne nous permet pas d'isoler complètement cet ensemble urbain.

Activités économiques : une économie axée sur l'agriculture et les services

L'économie de la zone des vallées est basée sur l'agriculture et l'agro-industrie. La canne à sucre est un facteur historique du peuplement régional, qui malgré les aléas de l'activité, continue de constituer un élément structurant du territoire. L'horticulture et la fruticulture, complétées par des industries de transformation, sont plus dynamiques. En effet, l'horticulture (notamment la culture de la tomate) pratiquée en zone tropicale est hautement technicisée et orientée vers le marché national et international. En ce qui concerne la fruticulture, les agrumes dominent, mais les fruits tropicaux ont pu avoir une certaine importance selon la conjoncture (banane, café). Les superficies plantées en agrumes représentent environ 6 700 ha à Jujuy (oranges 50%, mandarines 18%, citrons 18%, pamplemousses 12%) concentrées à 90% dans les départements de Ledesma et Santa Bárbara. A Salta, le département d'Orán avec 12 460 ha plantés, représentait 80% de la surface fruticole provinciale en 1988. La structure agraire est hétérogène : à Jujuy, les petits producteurs artisanaux côtoient les grandes entreprises exportatrices ; à Salta, l'exploitation moyenne de plus de 20 ha avec emploi de salariés est assez répandue.

La région sucrière

Côté argentin, les départements de référence sont Oran (Salta), San Pedro et Ledesma (Jujuy), côté bolivien, l'activité se concentre dans le triangle de Bermejo, province d'Arce (Tarija). A Jujuy, la superficie de canne plantée se situe autour de 64 000 ha pour une production d'environ 400 000 t. Il y a trois raffineries, Río Grande, La Esperanza et Ledesma, cette dernière étant la plus grande du pays. Il n'existe plus qu'une raffinerie à Salta, celle de San Martín del Tabacal, produisant environ 130 000 t. Côté bolivien, le département de Tarija ne dispose que d'une seule raffinerie, à Bermejo, qui représente 25% de la production nationale, soit approximativement 130 000 t pour 13 000 ha.

La culture de la canne est plus ancienne et plus moderne en Argentine où la mécanisation a commencé dans les années 70. Le secteur, traditionnellement lié au marché interne et protégé par l'Etat, a connu une série de restructurations qui améliorent sans cesse la productivité en réduisant l'emploi de main-d'œuvre. La production de sucre a été régulée jusqu'en octobre 1991 (système de

quotas de production et de soutien à la commercialisation). Depuis, la demande de main-d'œuvre, en plus de son niveau considérablement réduit, est devenue irrégulière. En résulte notamment une profonde crise sociale régionale. Il reste néanmoins un pas à franchir en matière de dérégulation, imminent mais sans cesse repoussé, pour éviter la concurrence avec le Brésil.

La région de Bermejo est également en crise mais n'est pas exposée à la concurrence internationale en raison de l'insuffisante qualité de la canne (moyenne d'âge des plants trop importante, 14 ans environ) et du sucre. La production est destinée aux marchés internes des départements de Tarija, Chuquisaca, Oruro et Potosi. La privatisation de l'entreprise étatique Industrias Agrícolas de Bermejo, le 31 août 1998, a réduit le nombre d'employés de plus de 40%. En 2000, la raffinerie emploie 618 travailleurs permanents et 150 travailleurs temporaires.

En Argentine, la structure agraire type est la plantation, avec une concentration extrême de la propriété. Selon la conjoncture, les produits dérivés de la canne à sucre peuvent prendre une importance relative dans le circuit économique provincial (combustible, papier, aliment pour animaux à partir de la bagasse, fabrication de mélasse, raffinerie de carburant de type *econafra*). Situation opposée, à Bermejo, la structure agraire est marquée par la fragmentation de la propriété, qui est issue d'une colonisation récente (fin des années soixante). Il existe 2 049 parcelles, dont 90% de moins de 10 ha pour un total de 1 713 producteurs, les *cañeros* (D. Arce, L. Castro, 1999).

Le tabac, une culture adaptée aux vallées tempérées.

La culture du tabac a remplacé en Argentine des cultures plus traditionnelles comme celles du maïs, du blé ou de l'orge. Les zones concernées sont les départements de Cerritos, Chicoana, La Viña, Rosario de Lerma et General Güemes pour la partie saltenienne, et El Carmen en ce qui concerne Jujuy. Relativement peu mécanisée, elle implique des besoins de main-d'œuvre plus conséquents que la canne (un rapport de 10 fois, selon l'agronome E. Pontuzzi) durant ses différentes phases : épierrage, transplantation des pieds, culture intensive, récolte manuelle, sélection des feuilles, séchage sur site. Il faut ajouter à cela l'industrie de transformation induite par l'activité : pré-industrialisation en usine de conditionnement et fabrication des cigarettes. La superficie moyenne des cultures se situe autour de 15 000 ha et la production moyenne 22 000 tonnes. Cette activité est cependant sous perfusion, elle survit grâce à un « fonds du tabac » qui menace d'être coupé depuis plusieurs années. Il est donc difficile d'envisager son évolution dans un avenir proche.

La vallée centrale de Tarija

La zone est principalement marquée par la présence de l'agriculture, irriguée au moyen de ses nombreux cours d'eau et du barrage de San Jacinto (à 10 kilomètres de Tarija-ville) qui alimente plus

de 3 000 hectares de terres cultivées. La production concerne principalement la vigne, les légumes, la patate, le maïs, le blé, les fruits, l'ail et les fleurs. En ce qui concerne la ville de Tarija, la majorité de l'industrie (75 %) est composée de micros entreprises employant entre 1 et 4 personnes. Existe par ailleurs une industrie lactaire depuis plus de 25 ans qui s'est développée depuis quelques années. Il est cependant possible d'envisager que la majorité de la migration arrivée à Tarija fut absorbée par le secteur informel, comme cela est le cas dans bon nombre de villes boliviennes, notamment dans l'activité commerciale et la construction.

Le Chaco

Caractéristiques naturelles

Une partie du périmètre frontalier appartient à l'immense plaine du Chaco qui s'étend de la Bolivie Orientale à partir des sources du fleuve Otuquis et Parapiti (Sud du département de Santa Cruz, Est de Chuquisaca et Tarija) jusqu'au Río Salado au Sud, en Argentine (provinces du Chaco, de Formosa, Nord de Santa Fe, Nord-est de Santiago del Estero, Est de Salta), en englobant la moitié Ouest du Paraguay. A l'Ouest, le Chaco est limité par les massifs subandins (S. Santillan de Andres et T. Ricci ; Pontussi), entre lesquels se forme la région des vallées. Cependant, certains géographes argentins (cf. C. Reboratti) distinguent une partie de la zone de transition située à la confluence du système andin et de la grande plaine, comme l'*umbral*, « le seuil » du Chaco. Nous n'avons pas retenu cette différenciation qui n'est pas pertinente à ce niveau de description. Le maillage politico-territorial se superpose difficilement aux régions naturelles, mais on peut faire correspondre approximativement⁶ la zone chaqueñenne à l'Est du département d'Orán, à Gl San Martin, Rivadavia et à la partie orientale des départements de Rosario de la Frontera, La Candelaria, Metán et Anta ; en Bolivie, elle correspond à la province du Gran Chaco. Globalement, la zone se caractérise par un climat continental semi-aride et chaud (maximas absolues de 48°), avec hivers secs. Le milieu est fortement déterminé par l'orographie produisant un gradient de pluviométrie est-ouest (de 1 000 mm à 500 mm annuels). D'une manière générale, la région souffre d'un déficit hydrique très important, il n'y a pas de cours d'eau permanents, ce qui oblige notamment à pratiquer une agriculture en sec.

Quatre sous-systèmes urbains fortement fonctionnalisés

Au Nord, la petite ville de Villamontes (11 086 hab.) est un carrefour routier entre Santa Cruz et Tarija, qui vit de l'exploitation du Rio Pilcomayo alimentant Tarija et Potosi en poisson. Malgré la

⁶ Aucune des références géographiques consultées (Reboratti, S. Santillan de Andres et T. Ricci, M. Manzanal, P. Pontussi) n'établit de limites claires et concordantes.

croissance démographique avérée entre 1976 et 1992 (3,92% annuels), l'impact de l'émigration est important et la proximité de Yacuiba (2 heures de route) semble plutôt constituer un facteur de déséquilibre.

Sur la frontière, la croissance de Yacuiba et de Pocitos du côté bolivien, et de Salvador Mazza (9 372 hab.) en Argentine a produit une conurbation. Cet ensemble urbain a connu une très forte croissance directement liée au commerce transfrontalier. Les données censitaires ne reflètent pas un phénomène fluctuant qui a culminé de façon fulgurante au milieu des années 90 et connu depuis une récession. Les municipalités respectives estiment la population actuelle de Yacuiba à 60 000 habitants et celle de S. Mazza à 16 000 habitants, ce qui implique des taux d'accroissement annuels de l'ordre de 8% et 6%.

L'axe principal du peuplement dans la partie argentine se situe sur la RN34, à la lisière de la Sierra de Tartagal, dans le département General San Martín. La densification s'est produite sous l'impulsion de la voie ferrée (aujourd'hui désaffectée) et de l'exploitation des riches gisements d'hydrocarbures de la zone. Le développement s'est concentré à Tartagal (43 570 hab.), la capitale du département. General Mosconi (11 108 hab.) et Embarcacion (13 019 hab.) sont les villes secondaires d'un réseau également constitué de petites localités pétrolières à la démographie irrégulière (Aguaray, Campo Duran, Madre Jones, Icuá, Vespucio). La privatisation d'YPF, la compagnie nationale du gaz et du pétrole a entraîné des licenciements économiques massifs, à l'effet social retardataire, grâce à un système de compensations et d'aides⁷. La région est entrée dans une crise sociale sérieuse depuis 3 ans, qui remet complètement en question la dynamique de l'urbanisation.

Un quatrième ensemble urbain est à distinguer au Sud, même si son émergence prend racine dans les vallées. L'origine de l'urbanisation est la politique de colonisation agricole dynamisée dans les années soixante autour de la culture du haricot blanc, dans le département de Rosario de la Frontera (cf. ci-dessous). Dans la première phase, le développement a été polarisé par les capitales de département - Rosario de la Frontera (18 149 hab.), Metán (23 067 hab.) et Joaquin G. Gonzalez (9 258 hab.) ; dans la seconde, la colonisation est remontée vers le Nord, générant des réservoirs de main d'œuvre paupérisants du type de Las Lajitas (cf. Reboratti). D'après les recensements, la tendance est à la concentration dans les trois principales agglomérations, desquelles se distingue Rosario de la Frontera, qui assumerait une fonction centrale d'articulation de la zone avec San Miguel de Tucuman (M. Manzanal).

⁷ Les *planes trabajar* ont créé 2 000 postes de travail à 200\$ mensuels, mais le paiement n'a pas été toujours effectif et la politique s'est affaiblie.

Activités économiques

Traditionnellement, l'économie du Chaco repose sur trois secteurs : élevage, agriculture et sylviculture. La région a cependant vu ces dernières années son organisation productive évoluer. L'importance de l'élevage tout d'abord a fortement diminué, le Nord argentin n'étant plus compétitif au niveau national et international. L'agriculture s'est par ailleurs diversifiée, s'adaptant aux changements climatiques et aux nouvelles possibilités offertes par diverses avancées technologiques. Enfin, la sylviculture ne correspond plus à un secteur important du côté argentin, par manque de replantage notamment. Il faut ajouter à cela le développement de l'exploitation des hydrocarbures.

Une diversification agricole

La diversification agricole de la région se traduit par l'augmentation des cultures de céréales (maïs), de légumes (haricot) et d'oléagineux (soja), les trois secteurs correspondant à 85 % des terres cultivées d'une zone englobant les départements de Rosario de la Frontera, La Candelaria, Metán, Anta et Rivadavia. Il s'agit d'une région très vaste, et au développement inégal. Ainsi le département d'Anta (grand de 2 200 000 hectares, dont 1 200 000 actuellement exploités et peuplé de 40 000 habitants) semble aujourd'hui dynamique, même si on y note une certaine stabilisation de la population, due notamment au dépeuplement des campagnes lié aux changements agraires nécessitant moins de main-d'œuvre. Au contraire, Rivadavia (26 000 km², 21 000 habitants, soit une densité de 0,8 habitants au km²), traditionnellement tourné vers l'élevage, ne semble pas s'être engagé dans la voie de la reconversion et ainsi ne représente qu'un faible intérêt. Outre les départements précédemment cités, il faut bien entendu évoquer General San Martín, localisé au niveau de la frontière avec la Bolivie, objet de la colonisation agricole et du développement de la culture du haricot.

Avec environ 160 000 ha en 1997, la culture du haricot impose sa marque sur la structure agraire du Chaco argentin, et n'est pas sans incidence sur le peuplement et le marché de l'emploi saisonnier. Elle est néanmoins marquée du sceau de l'instabilité, compte tenu de la variabilité des cours et des aléas de l'intégration régionale. La zone traditionnelle résulte de la politique de colonisation agricole initiée dans les années soixante. Dans une première étape, des petits et moyens agriculteurs ont déboisé et prospéré, grâce à un contexte international favorable, l'Argentine devenant un grand producteur de haricots blancs. Une seconde étape a vu la colonisation remonter vers le Nord, impulsée cette fois par des grandes entreprises de Buenos Aires. Il est intéressant d'observer que les deux étapes ont généré des systèmes agraires différenciés, petites entreprises d'un côté et agro-business de l'autre. La première phase a entraîné un développement polarisé par les localités de Rosario de la Frontera et Metán. La seconde a créé des réservoirs de main-d'œuvre paupérisants (cf. Reboratti), utilisant un

système capitaliste se basant sur les nouvelles technologies (la culture semi-directe par exemple, permettant une meilleure protection des sols) et dont un des centres actuel est la ville de Tartagal.

La partie bolivienne du Chaco possède globalement les mêmes caractéristiques que sa voisine argentine, sans pour autant profiter des investissements que l'on note de l'autre coté de la frontière. La zone manque d'organisation et de stratégies de développement. Elle a toutefois maintenu l'élevage extensif afin de fournir le marché local et la ville de Tarija. Par ailleurs, la région de Villamontes est tournée vers des activités piscicoles. Celle de Yacuiba est quant à elle nettement orientée vers l'activité commerciale. A noter l'existence de la culture d'exportation du soja, en nette baisse cependant depuis le début des années 1990, lorsque qu'une sécheresse de quatre ans mis en faillite bon nombre de producteurs.

Les hydrocarbures

Du côté argentin comme bolivien, le gaz naturel dépasse le pétrole dans la production énergétique de la région du Chaco. L'exploitation des ressources naturelles dans la province de Salta remonte aux années 1930. Elle eut pour conséquence directe la création de la raffinerie de Campo Duran, proche d'Aguaray. Depuis les vagues de privatisation, les gisements sont exploités par des compagnies étrangères qui ont modernisé le système d'exploitation et n'emploient plus qu'un petit nombre de personnes qualifiées. En revanche, cela s'est traduit par une forte augmentation de la production, qui est passée de 2 140 000 000 m³ en 1990, à 6 284 990 000 m³ en 1999. La province exporte aujourd'hui du gaz liquéfié et de l'électricité (obtenue par centrale thermique). La catégorie « Gaz-eau-électricité » ne représente néanmoins qu'entre 3 et 4% de son PBG. Du côté bolivien, le département de Tarija attend beaucoup de la découverte des nouveaux gisements de San Alberto, San Antonio, Caipipendi et Tarija Oeste, tous proche de la ville de Yacuiba. La construction d'un second gazoduc, afin de permettre l'alimentation du marché brésilien, laisse entrevoir des rentrées de fonds conséquentes.

De manière générale, il est difficile d'estimer les effets directs et indirects que peut avoir cette activité sur le marché du travail local. Ils semblent cependant mineurs. Ainsi en 1992 le sous secteur « pétrole brut et gaz naturel » ne réunissait que 0,6 % de la population active de Tarija, soit 800 personnes⁸.

⁸ Tarija, Pobreza ; Género y medio ambiente.

II - Les dynamiques frontalières

Passer du périmètre de réflexion, espace défini a priori, à la délimitation d'une unité d'analyse implique de problématiser davantage la recherche. Selon R. Ratti, « ... l'échelle de définition de la région-frontière n'est pas sans influence quant à la définition des effets-frontière et de leur typologie, ce qui induit plusieurs scénarios à géométrie variable : certains problèmes se laissent cerner dans la zone de frontière limitrophe (10-25 km) ; d'autres au contraire, se situent dans une perspective macro-régionale. »

Les axes d'intégration frontalière

Revenons donc sur les « problèmes » qui nous intéressent. Cette proposition d'étude intervient dans le cadre d'une démarche de réflexion sur les processus de mobilité et leur mesure dans l'espace d'intégration du MERCOSUR. Méthodologiquement et thématiquement, les recherches antérieures se sont principalement portées sur l'immigration bolivienne en Argentine. Le fait de formuler un projet d'étude en milieu frontalier implique la valorisation du potentiel descriptif et explicatif de ce type d'espace, pour comprendre le système migratoire. Ce parti pris s'appuie sur deux hypothèses générales :

- La région frontalière constitue un système de liens privilégiés entre des territoires, de part et d'autre d'une frontière internationale. L'un des facteurs fondamentaux de cette interrelation est la migration.
- La région frontalière est pratiquée dans la continuité d'un processus de déplacement, qui met en relation un lieu de départ en amont et une ou des destinations en aval. C'est l'hypothèse de l'espace de transit, avec tous les degrés que la notion peut inclure.

Dans les deux cas, on suppose qu'il y a des phénomènes et des paramètres qui n'existent ou ne peuvent se capter que dans cet espace. Quels sont donc les déplacements observables dans la région ? Quel est le degré d'intégration politique et économique des territoires limitrophes ? Quel est l'espace de vie des individus résidant en région frontalière ? Quels sont les secteurs absorbant la main-d'œuvre étrangère dans le pays d'accueil ? Comment se distribue-t-elle géographiquement ? Quelles sont les principales zones de départ ? C'est à partir d'éléments de réponse à ces questions que peut se définir un champ migratoire des effets de frontière. L'espace d'inscription de ces effets particuliers constitue la région frontalière pertinente, sélection préalable au choix d'une unité d'analyse.

L'intégration frontalière réfère aux actions menées conjointement par les autorités des pays concernés, et impliquant un effet sur les espaces frontaliers. Pour la Bolivie, l'Argentine est le pays avec lequel le processus d'intégration frontalière est le plus avancé. Dans ce contexte, les grands

thèmes entraînant un impact frontalier sont l'intégration physique, l'intégration énergétique, les eaux internationales, le commerce et la contrebande, la question des migrations et de la circulation transfrontalière. D'une part, ces éléments de politique nous renvoient à une partie des enjeux de la connaissance des mouvements de population dans l'espace transfrontalier ; d'autre part, l'intégration frontalière participe du conditionnement de la situation migratoire entre les deux pays.

L'intégration physique revêt deux grands enjeux : l'amélioration des voies de communication dans l'espace transfrontalier, le développement d'un couloir d'exportation transocéanique. Premièrement, les routes boliviennes sont rarement revêtues, et dans ce domaine, les travaux menés à partir de Bermejo devraient permettre d'assurer une liaison rapide jusqu'à Tarija, dans les deux années à venir. La capitale du département serait ainsi à 3H de la frontière (au lieu de 5H actuellement). L'axe Santa Cruz – Yacuiba est de meilleure qualité (en plaine) et de plus doublé d'une voie ferrée réalisant du transport de marchandises. La création d'un nouveau pont et d'un nouveau passage frontalier est également en cours de réalisation. Deuxièmement, la mise en place d'un couloir trans-océanique a toutes les chances de constituer une grande opportunité pour la Bolivie, plus spécifiquement pour son Sud et pour le Nord-ouest argentin. Le tracé de cet aménagement continental n'a pas encore été ratifié, notamment à cause de la concurrence entre les ports du Sud péruvien et du Nord chilien, mais sa réalisation constituera certainement un grand déterminant du peuplement dans la région.

L'intégration énergétique repose sur l'exportation du gaz, de l'électricité thermique et hydraulique. La Bolivie a une tradition commerciale avec l'Argentine, qui s'intensifie depuis les années 70, le gaz étant devenu dans les années 80 l'axe central des relations économiques entre les deux pays. Ce partenariat s'est réorienté avec le Brésil depuis 1999, d'où les perspectives de développement du département de Tarija, directement impliqué dans ce nouveau marché. Par ailleurs, les deux pays ont souscrit un accord d'*Alcance Parcial sobre Integración Energética*, qui prévoit la construction de trois barrages (Las Pavas, Arrazayal, Cambarí), chantiers s'élevant à 500 000 000 de \$ US.

Ce sont les mêmes grandes œuvres qui constituent l'essentiel du projet de valorisation des ressources aquatiques limitrophes. En effet, sur 773 km de frontière, 302 sont des rivières. Une commission binationale a été créée pour l'Aprovechamiento de la Alta Cuenca del río Bermejo y del río Grande de Tarija. Les objectifs sont énergétiques donc, mais il s'agit aussi d'irriguer de grandes superficies de culture de part et d'autre de la frontière.

Concernant le commerce, les gouvernements des deux pays se sont attachés à limiter la contrebande par des dispositions fiscales et douanières. Le principal événement d'incidence économique est le renforcement des contrôles sur les marchandises entrantes du côté argentin, à la fin

des années 90, et qui a considérablement réduit l'activité commerciale des villes-frontière. En effet la valeur des marchandises autorisées à pénétrer non taxée sur le territoire argentin a été abaissée à XXX \$ par personne. La baisse d'activité qui s'en est ensuivie peut être illustrée par la diminution notable des *tours de compras*, ces espèces de bus-charter qui faisaient la navette entre les grandes villes argentines et la frontière, déversant quotidiennement des centaines de clients. Par ailleurs, en Bolivie, la promulgation le 28 juillet 1999 de la *Ley General de Aduanas*, constitue une réforme institutionnelle de poids et un coup au commerce informel. Sous la pression du FMI notamment, l'administration s'est donnée pour mission d'éliminer la corruption, de combattre la contrebande, d'accroître les entrées fiscales et de faciliter ainsi le commerce extérieur.

Le problème des immigrants boliviens illégaux en Argentine, renvoie aux politiques migratoires et aux moyens affectés à leur application. Le gouvernement bolivien n'a pas développé une politique explicite et semble se désresponsabiliser. Le gouvernement argentin a considérablement accru les contrôles, déléguant à la gendarmerie certaines fonctions en soutien à l'administration des douanes et des migrations. Des contrôles mobiles sont effectués, pouvant se répéter cinq fois jusqu'à une ville comme Cordoba. La mise en place des périmètres de libre circulation autour des villes frontalières, avec la délivrance de la Tarjeta de Transito Vecinal, qui dispense notamment de droits de douane jusqu'à 150\$ par personne⁹, constitue la mesure d'intégration frontalière la plus concrète dans le domaine des déplacements. Il faut noter sur le long terme, que la frontière est relativement perméable et qu'un espace transfrontalier existe de fait, dans des dimensions fluctuantes, relatives à la pression des autorités argentines. La période actuelle correspond à une situation de resserrement de l'espace transfrontalier, dans un moment de crise économique où la tolérance de l'illégalité est moindre.

L'existence d'une action publique consciente des enjeux de l'intégration, n'est pas le moindre des facteurs faisant de la limite boliviano-argentine une « frontière de coopération » : « Ce sont les régions qui comprennent généralement un seul écosystème, une structure économique complémentaire et des intérêts communs. Dans ces zones, l'activité productive de la région, des deux côtés, se concentre dans des localités plutôt urbaines, qui commercent entre elles en s'affranchissant des limites politiques. Généralement, il existe des centres urbains des deux côtés de la limite, physiquement reliés pour des échanges quotidiens » (A. Flores et. Al., 1999). Le degré d'intégration existant entre l'Argentine et la Bolivie, est à la fois cause et conséquence d'une spécificité régionale qui se traduit notamment par des paramètres démographiques. L'un des aspects fondamentaux de cette réalité est la dynamique de l'urbanisation, qui pose des questions de prospective conséquentes en ce qui concerne la question migratoire.

⁹ Les titulaires boliviens du permis de passage n'ont pas le droit d'apporter des marchandises.

Urbanisation à la frontière bolivienne : vers un nouveau conditionnement de l'immigration dans le Nord-ouest argentin ?

Nous n'examinerons ici que l'urbanisation à la frontière bolivienne, d'une part, pour constituer une unité d'analyse très peu référencée ; et d'autre part, du fait de notre lieu de résidence, qui nous autorise davantage à interpréter et resituer dans l'actualité des données censitaires trop anciennes. Quelle est la fonction des villes de l'espace frontalier dans le système des migrations internes et externes ? L'incidence de la dynamique urbaine à la frontière sur l'immigration en Argentine est une question de recherche de première importance. A défaut de données spécifiques qui seules pourraient apporter une réponse, nous essaierons de préciser les éléments de la problématique.

Les tendances du peuplement en Bolivie

La redistribution spatiale de la population bolivienne, depuis cinquante ans, se caractérise par un processus d'urbanisation croissante, consolidant l'axe La Paz – Cochabamba – Santa Cruz. Au-delà de ces trois villes, qui concentraient les deux tiers de la population urbaine en 1992, pour un croît annuel de 4,79%, il faut noter la croissance presque aussi rapide des villes moyennes¹⁰ (4,1%). Les chiffres datant, il est délicat de s'y arrêter, d'autant que la croissance détectée entre 1975 et 1992 correspond à des processus différents, qui peuvent très bien s'être interrompus dans certains cas. On soulignera néanmoins une tendance générale : « l'urbanisation ne se déroule pas en fonction de la capacité productive des villes, qui historiquement est faible et de lent développement, elle génère chômage, sous-emploi et la croissance vertigineuse du secteur informel, absorbant surtout des contingents de migrants » (G. Sandoval, 1999).

En effet, le facteur migratoire est fondamental dans ces dynamiques d'urbanisation. Selon Ledo Garcia, l'évolution de la situation migratoire du pays a connu cinq grandes phases. Dans un premier moment, La Paz a constitué une agglomération macrocéphale. Un second moment est lié au processus de colonisation des terres basses dans les années 60, qui provoque un déplacement des populations altiplaniques et des vallées, vers l'orient. Un troisième moment intervient comme consolidation du peuplement des basses plaines, par le développement de l'agriculture commerciale et de l'agro-industrie, qui génère d'importants besoins de main-d'œuvre stimulant l'urbanisation dans la région. Un quatrième moment est identifié concernant l'intensification de l'émigration internationale, en particulier vers l'Argentine. Enfin, un cinquième moment localisé dans les années 80, serait lié à l'involution d'un processus de colonisation devenu conflictuel à cause de la coca. On évoquera surtout dans la même période, la chaîne d'effets entraînés par la Nouvelle Politique Economique à partir du

¹⁰ Selon C. Ledo Garcia, les Centres Urbains Secondaires sont les cinq capitales de département – Oruro, Potosi, Sucre, Tarija, Trinidad – et d'autres localités de fort dynamisme comme Quillacollo et Sacaba (Cochabamba), Montero et Camiri (Santa Cruz), Riberata et Guayaramerin (Beni), Yacuiba et Bermejo (Tarija), Tupiza, Villazon, Llallagua (Potosi).

Décret Suprême n°21060, du 29 août 1985. Entre autres mesures de désengagement public censées lutter contre la crise monétaire et l'inflation, 21 000 travailleurs de COMIBOL (les mines de l'Etat) sont renvoyés, essentiellement dans les départements de Potosi, Oruro et La Paz. L'Etat s'est engagé à réinstaller les familles de mineurs, ce qui concernait en 1987 environ 110 000 personnes, flux conséquent, sans compter les départs causés par les licenciements dans d'autres secteurs (industrie, mine moyenne, enseignants ruraux) et jusqu'à nos jours, la disparition progressive des emplois induits par ces activités de base.

Document 2 : La population des principales villes frontalières en Bolivie

Villes	Population 1976	Population 1992	TAA 76-92
Tarija	38 916	90 113	5,39
Yacuiba	10 792	30 912	6,80
Bermejo	11 462	21 394	3,98
Tupiza	10 702	20 137	4,03
Villazon	12 565	23 670	4,04
Villamontes	5 985	11 086	3,93
Total frontière argentine	90 422	197 312	5,00
Camiri	19 499	27 971	2,28
Cobija	3 650	14 842	9,16
Guayaramerin	12 520	27 706	5,09
San Ignacio de Velasco	3 020	12 565	9,32
Puerto Suarez	4 253	9 836	5,38
Total frontière brésilienne	42 942	92 920	4,94
TOTAL	133 364	290 232	4,98

La spécificité des espaces frontaliers

Enfin, c'est dans leur contexte régional que l'on doit analyser en dernière instance le rythme de croissance des villes, or il semblerait que les zones de frontière présentent un dynamisme particulier au niveau national, et tout particulièrement au Sud. 11 des 30 villes les plus importantes du pays étaient en zone de frontière en 1992¹¹, il s'agit à l'exception de Tarija, de petites villes ne dépassant pas alors les 30 000 habitants. Cinq se situent sur la frontière brésilienne et 5 sur la frontière argentine (l'effet de la frontière péruvienne se répercute sur La Paz-El Alto, le désert de l'Atacama n'est pas propice à l'urbanisation sur la frontière chilienne et l'intégration avec le Paraguay en est au stade embryonnaire). Ces villes frontalières ont connu une croissance annuelle moyenne de 4,98% entre 1976 et 1992, soit plus rapide encore, que les trois grandes agglomérations du pays. Compte tenu des différences

¹¹ Liste établie par R. Orias, à laquelle nous incluons Tarija.

d'étendue entre les frontières et des effectifs de population, la frontière Sud est sans aucun doute la plus urbanisée. D'après nos informations de terrain, on peut supposer que la concentration urbaine s'affirme, en se focalisant dans le département de Tarija, des estimations récentes laissant présager des taux de croissance très importants entre 1992 et 2000, pour Yacuiba et Tarija, alors que la croissance de Tupiza et Villazon a dû faiblir.

Urbanisation et migration dans le département de Tarija

Tarija était un département moyennement urbanisé en 1992, dans le contexte bolivien, avec une proportion de 54% de population urbaine, qui a augmenté suivant un croît annuel moyen de 5,01%. Cette croissance est alimentée quasi intégralement par celle de Tarija, Yacuiba, Bermejo et Villamontes. Selon l'estimation de Blas¹², la participation du facteur migratoire se différencie clairement entre ces agglomérations : il représente 62% de la croissance pour Tarija, 68% pour Yacuiba et 47% pour Bermejo et Villamontes.

Les villes peuvent se distinguer quant à la provenance des migrants interdépartementaux, définis par le lieu de naissance. Les principaux départements de provenance sont Potosi et Chuquisaca, avec 10,62% (15 553 individus) et 8,09% (11839 individus) de la population des quatre villes. 75% des natifs de Potosi se concentrent à Tarija, tandis que ceux de Chuquisaca se répartissent davantage, environ une moitié à Tarija, une moitié dans les trois autres localités. On notera également l'importance des natifs du département de Santa cruz (5 314 individus, 3,63% de la population totale), spécifiquement à Villamontes et Yacuiba (plus de 10% de la population), ce qui souligne bien la césure entre les vallées et les plaines du département de Tarija.

Concernant les causes de l'immigration, les mémoires consultés mettent en avant la Nouvelle Politique Economique et son volet minier. On sait que 962 familles, soit 4 846 personnes ont été réinstallées à Tarija ville¹³. L'enquête de J.E. Canedo Claros réalisée en 1991 à Tarija¹⁴, démontre la rupture du rythme d'arrivée des migrants, avec un afflux considérable entre 1985 et 1987 et la prépondérance du flux venant du département de Potosi (75% des ménages migrants). Selon cette recherche, l'immigration intradépartementale n'arrive qu'en troisième position (8,8% des ménages migrants).

Aucune étude n'aborde la question de l'émigration dans le contexte urbain, alors que certains professionnels des quartiers périphériques constatent un phénomène de population flottante à Tarija, que l'activité commerciale a nettement diminué dans les villes-frontière et que s'y surajoute à Bermejo

¹² Cf. S. R. Blas Velasquez, *El problema del desempleo en la ciudad de Tarija y sus determinantes*, 1993.

¹³ Registro Nacional de Mineros Relocalizados, mayo 1987, cité par Freddy Alarcon Pilinco.

¹⁴ Sondage réalisé dans les quartiers périphériques auprès de 250 familles de migrants.

le problème du *minifundio*. Au-delà de leur fonction de réception, les agglomérations du département expulsent nécessairement une partie de leur main-d'œuvre, temporairement ou durablement, selon des modalités à mettre en évidence.

Document 3 : La population des aires urbaines de Tarija, Yacuiba, Bermejo et Villamontes, par département de naissance, 1992 (source : G. P. Zenteno Arroyo, INE / censo 1992)

Département de naissance	Tarija		Yacuiba		Bermejo		Villamontes		Total	
	n.a.	%	n.a.	%	n.a.	%	n.a.	%	n.a.	%
Chuquisaca	6 245	7,19	3 195	11,19	1 431	7,12	968	8,96	11 839	8,09
La Paz	3 249	3,74	1 224	4,29	479	2,38	298	2,76	5 220	3,59
Cochabamba	1 042	1,2	1 171	4,1	191	0,95	245	2,27	2 649	1,81
Oruro	1 607	1,85	842	2,95	231	1,15	123	1,14	2 803	1,92
Potosi	11 610	13,37	2 122	7,43	1 402	6,98	399	3,69	15 533	10,62
Tarija	61 605	70,92	17 260	60,46	15 367	76,48	7 661	70,93	101 893	69,64
Santa Cruz	1 272	1,46	2 615	9,16	361	1,8	1 066	9,87	5 314	3,63
Beni	214	0,25	114	0,4	26	0,13	38	0,35	392	0,27
Pando	22	0,03	6	0,02	6	0,03	3	0,03	37	0,03
TOTAL	86 866	100	28 549	100	20 094	100	10 801	100	146 310	100

Cette situation de densification démographique à la frontière, avec une capitale régionale, Tarija, qui concentre actuellement environ 160 000 personnes, à bientôt trois heures de l'Argentine¹⁵, est inédite. D'une part, sur le plan des migrations internes, est en train d'émerger le centre d'attraction régional de la Bolivie méridionale ; d'autre part, on peut se demander dans quelle mesure un tel conditionnement ne s'accompagne pas de nouvelles structures et mécanismes, concernant les déplacements transfrontaliers et l'émigration en Argentine, notamment sur le mode urbain-urbain. Ce qui caractérise l'ensemble de ces villes, c'est qu'elles sont à la fois exposées à une forte immigration tout en n'ayant pas les marchés du travail suffisants pour absorber une main-d'œuvre de plus en plus excédentaire. Pour mieux comprendre cette situation, nous allons maintenant examiner le cas spécifique des villes-frontière.

Migration ou mobilité dans les villes-frontières ?

Les trois points de passage officiels de la frontière boliviano-argentine sont approximativement équidistants et ont chacun fixé une population de part et d'autre de la limite. On observe ainsi trois doublets partageant de nombreuses similitudes mais qui ont actuellement tendance à se différencier par

¹⁵ Cf. paragraphe ci-dessus, concernant l'intégration physique de la frontière.

la dynamique démo-économique. Dans quelle mesure ces petites villes permettraient-elles d'observer des phénomènes intéressants pour la compréhension du système migratoire ?

La Quiaca-Villazon

L'histoire de La Quiaca remonte à 1907, lorsque ce village devient la capitale du département de Yavi, prenant ainsi la place de la ville du même nom, centre frontalier traditionnel se retrouvant écarté par la mise en place de la voie ferrée qui, pour des raisons pratiques, devaient passer 15 kilomètres plus à l'ouest. En ce temps-là, La Quiaca fut, comme beaucoup d'autres villes dans le Nord-Ouest argentin, terre d'accueil de l'immigration, notamment arabe. Durant les décennies 1930 et 1940, La Quiaca vit son apogée. C'est une ville frontière très active qui sert de relais commercial. Ce développement est notamment accentué par l'ouverture en 1945, de mines dans la *puna* argentine. Les années 1970 marquent le début du déclin de la ville. En effet, pour les Boliviens, il devient de moins en moins intéressant d'acheter en Argentine, les mines ferment, et d'autres passages frontaliers avec le voisin nordique viennent produire une forte concurrence. De plus, cette réalité s'est amplifiée depuis la mise en place de la parité dollar/peso (1992), qui a nettement diminué l'intérêt commercial de l'Argentine. Enfin, la privatisation puis la fermeture de la voie ferrée reliant le sud du pays et La Quiaca ont amputé sa fonction de transit d'une infrastructure importante.

Aujourd'hui, La Quiaca connaît la politique dynamique d'un maire un peu mégalomane qui y a fait construire une piscine couverte et un centre d'entraînement en haute altitude. Il a aussi pour projet d'y développer une piste de ski alimentée par un système de neige artificielle. Outre ces aménagements contestables qui ont vocation à faire de La Quiaca un centre touristique, a été décidée la création d'une zone franche de commerce minoriste. La population de La Quiaca était de 11 499 au moment du recensement de 1992, et il semblerait qu'elle ait légèrement augmenté aujourd'hui.

La base économique de Villazon est le petit commerce, fonction nettement renforcée par la conjoncture monétaire argentine. Sa population, au contraire de celle de la Quiaca, a nettement augmenté pour avoir été sélectionnée comme aire de réinstallation des familles de mineurs licenciés (cf. partie précédente). Elle est ainsi passée de 12 565 habitants en 1976 à 23 670 en 1992 (soit un taux d'accroissement annuel de 4,04 %) ¹⁶. Nous ne disposons pas d'estimation concernant la population actuelle.

De fait, Villazon et La Quiaca constituent une même agglomération concentrant de part et d'autre de la frontière des fonctions spécifiques. Selon l'inspecteur académique de La Quiaca, 35 à 40 % de la population scolaire municipale serait de nationalité bolivienne, traversant quotidiennement la frontière. Il en va de même pour bon nombre d'ouvriers travaillant dans la construction. Les habitants de

¹⁶ Selon les recensements respectifs.

Villazon se rendent parfois à La Quiaca afin de profiter des infrastructures médicales. On observe notamment que certaines personnes choisissent de faire naître leur enfant en Argentine où le droit du sol est en vigueur. Villazon a capté la fonction commerciale de La Quiaca, hormis certains produits de qualités (viande, fruits, cosmétique, etc.). Les quiaquéniens vont donc faire leurs courses de l'autre côté de la frontière, et réciproquement. Le coût de la vie à Villazon étant de manière générale plus attractif, certain argentins s'y sont installés tout en continuant de travailler à La Quiaca.

Physiquement, le passage officiel de la frontière est restreint à un pont long d'une vingtaine de mètres et large de 6 m, encadré par les administrations de contrôle des deux pays. L'essentiel du trafic est piéton, rares sont les voitures autorisées à passer, les camions sont souvent déchargés puis rechargés et les bus ne traversent jamais la frontière. Les figures essentielles de ce paysage sont les personnes qui vont et viennent inlassablement, transportant le plus rapidement possible des marchandises sur le dos et les habitants de l'agglomération. Les *pavelas*, femmes altiplaniques vêtues de leurs tenues traditionnelles, s'accrochent ainsi un tissu autour de la poitrine pour charger des ballots de cinquante kilos. Elles effectuent ainsi l'aller-retour chargeant à La Quiaca et déchargeant à Villazon. C'est ce que l'on appelle le commerce de *hormigas* (fourmis) qui permet de réexpédier à moindre frais, les marchandises par camion, dans les grandes villes du pays. Le trafic est par ailleurs largement alimenté par les allées et venues des habitants de la zone, qui se rendent dans la ville voisine pour les raisons citées précédemment (y effectuer des courses, y travailler, etc.). Ils présentent au contrôle de document la carte TVF (*Trafico Vecinal Fronterizo*) qui leur donne le droit de pénétrer dans le territoire voisin, dans un rayon de 50 kilomètres pour une durée de 72 heures. Enfin, passent sur ce même pont les individus entrant dans l'un ou l'autre des pays et qui sont soumis au contrôle classique.

Les points de traversée entre La Quiaca et Villazon ne se limitent cependant pas à ce pont. La ligne frontière en elle-même suit le lit d'une rivière à très faible débit, appropriée par la population bolivienne. La présence de personnes dans ce qui devrait être un *no man's land* rend l'interdiction de traverser plus facile à transgresser, malgré le barbelé installé sur la partie Est de la limite, apparemment suite à des passages excessifs. Les piétons se reportent donc sur la partie Ouest et peuvent généralement passer sans contrôle d'un pays à l'autre.

Bermejo

Bermejo se situe à la pointe d'une région dénommée « *Triangulo Sur* » de la Bolivie, entre les rivières Bermejo et Grande de Tarija, qui constitue une avancée du territoire bolivien en zone argentine, conclue par un second point de passage frontalier. 21 394 habitants ont été recensés en

1992 ; actuellement, la population est estimée entre 25 000 et 30 000 habitants en période estivale, et entre 30 000 et 35 000 habitants lors de la *zafra* (du mois de mai à novembre).

Du pétrole à la canne à sucre : les causes primaires du peuplement

L'origine de Bermejo remonte au début des années 1920, au moment de l'installation de compagnies pétrolières américaines. Dès 1925, Bermejo devient un des centres pétroliers les plus importants du pays. L'implantation humaine correspond à un campement de 600 personnes, composé de travailleurs et de commerçants. L'isolement de la localité – il n'existe alors aucun chemin transitable la reliant à Tarija – a pour effet de la tourner vers l'Argentine et Oran en particulier (à 50 kilomètres au Sud). En 1938, l'Etat Bolivien retire les concessions accordées aux entreprises américaines et YPFB (Yacimientos Petroliferos Fiscales Bolivianos) prend en charge l'exploitation des puits existants. Elle y construit un campement de 500 logements destinés aux travailleurs et des migrants s'installent autour, vivant des différents services nécessaires au bon fonctionnement de l'entreprise ; de là, la création du centre urbain de Bermejo.

Le 20 mai 1941, le gouvernement bolivien déclare par décret suprême le triangle de Bermejo colonie fiscale. Les habitants de la zone peuvent bénéficier de la distribution gratuite de petites extensions et développer une activité agricole. A partir de la Réforme Agraire de 1952, la distribution des terres se systématise. C'est l'ouverture de la piste Bermejo-Tarija et le revêtement de la RN50 en Argentine, à la fin des années 1950, qui permettent un véritable changement. Le gouvernement bolivien étudie alors la possibilité de mettre en place une industrie de la canne à sucre ; en 1968, a lieu la première *zafra*, sous tutelle de la raffinerie publique Stephen Leigh. La population de Bermejo s'élève alors à 3000 habitants¹⁷, les derniers arrivants provenant des terres hautes, des mines boliviennes en crise, mais aussi des plantations argentines qui ont entamé un processus de mécanisation. Ces immigrés en provenance du pays voisin profitent de leur expérience dans la culture de la canne et organisent un système agraire sur la base de regroupements en coopératives et associations¹⁸. La dynamique économique s'amplifie à partir 1974, lorsque le gouvernement bolivien autorise l'implantation d'une autre raffinerie. La population s'élève rapidement à 10 000 habitants. Les nouveaux migrants proviennent alors principalement des hautes terres de Tarija, du Sud de Chuquisaca et de Potosi. Parallèlement, le poids de l'activité pétrolière se réduit sensiblement, devenant peu à peu insignifiant dans le développement de Bermejo.

¹⁷ Informations obtenues lors d'un entretien avec le licencié en économie Alfredo Chosgo, professeur à l'UJMS de Bermejo.

¹⁸ JEREZ Omar (1998).

La production de sucre se stabilise dès la fin des années 1970¹⁹ mais il faut cependant noter des changements organisationnels au cours des années 1980. En 1984, le gouvernement bolivien crée la IAB (directorio de Industrias Agrícolas de Bermejo) afin de coordonner l'ensemble de l'industrie sucrière de la région. En résulte aussi une diversification de la production (produits dérivés tels que l'alcool, citriculture). Jusqu'à nos jours, l'activité sucrière entraîne la venue régulière de main d'œuvre temporaire, du mois de mai au mois de novembre. En effet, à cause de la taille des parcelles et de la topographie accidentée, beaucoup d'exploitants n'ont pas pu accéder à la mécanisation. Le recrutement de la main d'œuvre nécessaire à cette récolte se fait bien souvent dans les villages d'origines des colons eux-mêmes, venus pour les mêmes raisons quelques années auparavant. Une statistique de 1989²⁰ indique que sur 1497 manœuvres, 67% venaient du département de Tarija, 13% de Potosi et 19% de Chuquisaca. Les *zafreiros* sont logés dans des campements mis à disposition par les employeurs. De nombreux colons peuvent être classifiés comme « paysans citadins », vivant en ville mais possédant des exploitations situées dans un rayon de 2 à 3 heures du centre urbain.

Années 90 : la double crise de la canne et du commerce

Le développement du commerce a fortement influencé l'urbanisation de Bermejo dans les années 90. En Argentine, l'hyper-inflation suivie par la mise en place de la parité peso/dollar a favorisé l'émergence d'une rente de position bénéfique au commerce bolivien qui a entraîné le développement successif de divers négoce dans la ville. La localité Argentine d'Agua Blancas a également connu une croissance relative spectaculaire, mais sans commune mesure avec celle de Bermejo, bénéficiant des avantages comparatifs du commerce informel et d'une périphérie rurale fortement peuplée²¹. On peut l'expliquer aussi par les investissements des bénéficiaires du décret 21 060 réinstallés avec un petit pécule, certains étant d'ailleurs d'anciens commerçants²². Or, l'activité commerciale a subi une récession sous le double coup de la politique fiscale bolivienne et douanière argentine. Si en 1998 on estimait le nombre de commerce à 2 500, ils ne seraient plus que 2 000 aujourd'hui²³. De plus, au mois d'août 1998, la IAB a été privatisée, entraînant plus de 500 licenciements. Et les récents problèmes climatiques (sécheresse en décembre 1999, inondations en janvier 2000, grêles en juillet de la même année) ont eu pour conséquence de réduire considérablement la production de canne (400 000 t au lieu des 600 000 prévues) et de mettre en faillite certaines petite exploitations familiales. On estime ainsi qu'environ 5 000 personnes dépendantes de la canne à sucre et du commerce ont été au cours des

¹⁹ Seule augmentation sensible entre 1977 et 1998, celle des surfaces cultivées, cependant uniquement due à une baisse du taux de rendement en canne (Delicia, 1999).

²⁰ Informe estadístico, Comisión Nacional del Estudio de la Caña de Azúcar, 1989.

²¹ Rabey, Mario. (1994) Diagnóstico sobre las causas socioambientales de la expansión del Cólera, La plata : FLACAM.

²² N'oublions pas que les mineurs ne furent pas les seuls relocalisés, les différents acteurs qui évoluaient autour des mines furent aussi concernés par le décret 21 600.

²³ Informations obtenues lors d'un entretien avec le licencié en économie Alfredo Chosgo, professeur à l'UJMS de Bermejo.

dernières années contraintes de changer d'activité. La croissance de la ville ne s'est pas pour autant ralentie et on assiste même à la création de nouveaux quartiers. Cependant, la crise est bien établie, il est impossible de noter l'émergence d'une nouvelle activité de base. La ville reste en attente de nouvelles perforations pétrolières et de la construction des barrages.

Yacuiba²⁴

Yacuiba a été créée en 1876, pour sa position sur la route naturelle reliant le Chaco bolivien et l'Argentine, connexion d'autant plus importante qu'il n'y pas de liaison entre la Bolivie et le Brésil. Deux événements au milieu du XXe siècle vont extraire la localité sa condition de bourg frontalier en zone de très faible densité démographique : le début de l'exploitation d'hydrocarbures dans le Chaco en 1950, et l'ouverture de la ligne ferroviaire Yacuiba-Santa Cruz en 1967. La ville compte alors 10 000 habitants et sa fonction principale est déjà le commerce. Dans un premier temps, suite à la croissance démographique entraînée par l'arrivée de l'industrie des hydrocarbures, le Chaco bolivien a dû faire face à des besoins croissants de marchandises. Cette alimentation s'est faite depuis le marché argentin, Yacuiba correspondant donc à une ville étape avant la répartition des produits. L'activité est le moteur d'une croissance démographique modérée permettant à la ville d'atteindre les 17 000 habitants en 1985. A partir de la fin des années 1980, les échanges commerciaux avec l'Argentine s'accroissent et cela nettement en faveur de la Bolivie. Yacuiba devient alors un centre commercial d'envergure (le plus important de la frontière) qui recevait pendant son apogée (1993-1997) entre 70 et 80 bus d'acheteurs argentins par jour, ce que l'on appelle des « tours de compras ». La zone de Pocitos²⁵ (secteur sud de l'agglomération où se trouve le point de passage frontalier) est également mise à profit, les commerces sont aux portes même de la frontière.

Durant les années 1990 la ville connaît une croissance démographique extraordinaire, en deçà du rythme signalé par les recensements (6,71 % entre 1976 et 1992), ceci principalement sous l'effet de l'immigration. Déjà le recensement de 1992 est-il explicite sur l'origine du peuplement : 11% de la population est originaire du département de Santa Cruz, 9% de Chuquisaca, 7% de Potosi et 4% de La Paz. L'insertion de cette immigration est directement liée au commerce. L'enquête de Tamayo, réalisée en 1997, montre que sur les 161 commerçants enquêtés, 18% sont nés à Oruro, 17% à Potosi, 16% à La Paz et 11% à Cochabamba. Ce qui souligne la prédominance des altiplaniques dans le secteur commercial. En outre, 42% des enquêtés sont arrivés durant les années 1990. Cette croissance

²⁴ Les informations écrites sur Yacuiba étant rares et les changements récents spectaculaires, cette partie est principalement basée sur des entretiens menés à Yacuiba au mois d'août 2000 avec les personnes suivantes: Alfredo Patiño, chef du cadastre de la ville, Omar Figueroa et Alex Balanza, ingénieurs civils, et Edmundo Fernandez, comptable.

²⁵ Le centre urbain de Yacuiba correspond à un petit triangle de 6,3 km² situé en dessous du 22 ième parallèle, et bordé de part et d'autre par l'Argentine. Pocitos est situé à la pointe de ce triangle, juste en face de la ville frontière argentine, Salvador Mazza.

démographique extrêmement rapide a entraîné le développement anarchique de la ville au détriment de certaines règles d'hygiène. Yacuiba a ainsi été fortement touchée par l'épidémie de choléra du début des années 1990. Or, si la plupart de cette immigration a pu s'employer dans le commerce jusqu'en 1998, la crise argentine et l'augmentation sensible des contrôles douaniers ont sérieusement remis en question les bases du développement, Yacuiba a été sans aucun doute la ville la plus touchée par cette crise. Les estimations actuelles la situent aux alentours de 60 000 – 65 000 habitants, mais elle en aurait connus jusqu'à 90 000 autour de 1996. D'après les statistiques de la Dirección Distrital de Educación, le nombre d'élèves inscrits dans les écoles de la ville était de 20 070 en 1997, 21 829 en 1998 et 21 754 en 1999. On peut alors imaginer que la population est entrée dans une phase stationnaire²⁶.

Les conséquences de la crise pourraient en partie être atténuées dans les années à venir par l'affectation de financements publics proportionnels à la dimension de la ville, et grâce à la redistribution des bénéfices de l'exportation de gaz vers le Brésil. A plus long terme, Yacuiba est en excellente position pour bénéficier des flux commerciaux qui vont emprunter les couloirs transocéaniques.

- Les trois doublons ont polarisé une fonction commerciale qui s'est récemment hypertrophiée, renforçant un phénomène de dissymétrie. Ce phénomène s'inscrit dans des cycles économiques : selon les périodes, les localités d'un pays ou de l'autre concentrent la croissance en fonction d'une passagère rente de position. On notera que mis à part La Quiaca à son apogée, les villes-frontières argentines n'ont pas vocation à prendre de l'importance, car concurrencées par un réseau urbain solide. Alors que les villes-frontière boliviennes sont très isolées et constituent des centres fixant une population conséquente.
- La perméabilité de la frontière est une caractéristique « palpable », seulement en observant la circulation autour des points de passage officiels. Cette réalité nous renvoie au fait qu'il ne s'agit pas vraiment d'une frontière-ligne mais d'une frontière-zone, à géométrie variable. Ce qui a pour conséquence de rendre plus difficile le comptage des flux : il y a les TTV et les navetteurs qui passent sans contrôle mais peuvent très bien être des candidats à la migration et les visiteurs qui accomplissent des formalités.
- Les grands projets d'aménagement, les fondements économiques de la croissance urbaine, les réseaux existants, les estimations de population, indiquent bien que l'avenir du peuplement est au Centre et à l'Est

²⁶ La question est particulièrement délicate car Yacuiba a souffert considérablement de sa croissance qui n'a jamais été reconnue par les pouvoirs publics. La municipalité a dû faire face à son explosion démographique avec un budget calculé sur la base des 30.000 personnes recensées en 1992. Les chiffres officiels sont donc plus que jamais à regarder avec circonspection.

- Les agglomérations boliviennes ont toutes connu une plus ou moins forte croissance, récemment altérée par la baisse de l'activité commerciale et d'autres difficultés.

Compte tenu du contexte de crise économique et de la dynamique du peuplement, les villes-frontière boliviennes peuvent avoir un impact sur le système migratoire régional, dans la mesure où elles accumulent une population potentiellement migrante de plus en plus importante. Comment Bermejo ou Yacuiba peuvent-elles aujourd'hui absorber l'excédent de main-d'œuvre ? Nos observations de terrain nous laissent supposer que des chefs de famille commerçants ont tenté leur chance ailleurs. Et qu'en est-il des autres secteurs dont l'essor était directement lié à la visite des acheteurs argentins ? Yacuiba possède par exemple 5 000 taxis, chiffre largement supérieur aux besoins de la cité. L'immédiateté de l'Argentine a-t-elle constitué un facteur déterminant ? On peut s'attendre à ce que ces villes aient aujourd'hui une structure démographique marquée par une émigration sélective dont les caractéristiques seraient observables du lieu même de départ, en faisant l'hypothèse qu'une partie de la famille reste.

III - Les Boliviens en Argentine

Éléments d'appréciation de la distribution spatiale des immigrants boliviens dans l'espace frontalier argentin

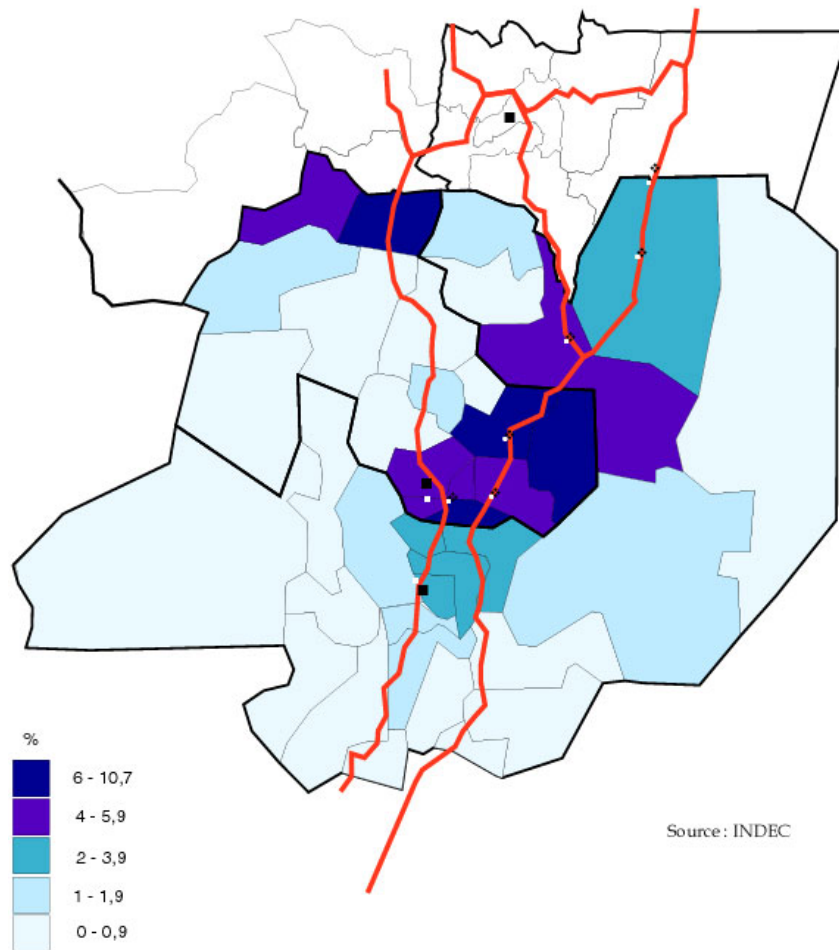
Quels sont les zones de prédilection des boliviens qui se déplacent dans la région frontalière ? Nous examinerons ici, à partir de la bibliographie rassemblée et de nos connaissances empiriques, l'état et la dynamique géographique de l'immigration, dans les provinces de Salta et Jujuy.

Les tendances géodémographiques

Analysée par province et à l'échelle du pays, la comparaison des recensements de 1981 et 1991 laisse entrevoir certaines tendances fortes de l'immigration bolivienne qui concernent en premier lieu la frontière. La concentration de l'immigration bolivienne dans la capitale fédérale et à Mendoza a pour pendant la baisse de sa présence relative dans les deux provinces frontalières, passant de 41,1% à 34,8%. La province de Jujuy accuse la diminution la plus nette (de 26,2% à 20,4%), alors que Salta maintient quasiment la même proportion. Cet espace reste donc remarquable en termes de présence bolivienne, mais sa croissance est faible. Au sein des deux provinces, l'espace résidentiel des boliviens se circonscrit aux départements les plus peuplés des vallées (Oran, Dr Belgrano, Ledesma, San Pedro,

El Carmen, Palpala et Capital) et aux deux départements limitrophes du couloir altiplanique (Yavi, La quiaca). On se reportera à des travaux réalisés dans la province de Jujuy pour saisir la tendance du peuplement.

Document 4 : Les taux de population née en pays limitrophe, par département, dans les provinces de Salta et Jujuy (2001)



Distribution spatiale de l'immigration à Jujuy : diminution des flux et concentration urbaine

Les données qui suivent sont essentiellement tirées d'une analyse de l'immigration bolivienne, réalisée par G. Sala (1996)²⁷, d'après les recensements.

²⁷ L'auteur, diplômée de la *maestría* en démographie de Lujan, semble être la spécialiste de la démographie des migrations à Jujuy, et serait très motivée pour participer à une démarche de production de données. Elle constituerait également une porte d'entrée sur la faculté d'économie et le département de statistiques de l'université.

- 1869-1914 – Augmentation importante de la présence bolivienne dans le Ramal et les vallées, correspondant d'une part à la demande de main-d'œuvre dans la canne à sucre et d'autre part au dynamisme agricole du département El Carmen.
- 1914-1947 – La population étrangère limitrophe double au niveau provincial mais baisse de 30% à San Pedro, ce qui s'expliquerait par une crise sucrière qui profite à la raffinerie Ledesma.
- 1947-1960 – Le volume de la migration augmente fortement (3,17% annuels) et commence à baisser ailleurs que dans le Ramal et les vallées. Le département de Ledesma parvient à concentrer 34,7% de cette population.
- 1960-1970 – Le volume de la migration commence à baisser au niveau provincial, un mouvement de concentration s'amorce dans les départements El Carmen et Dr M. Belgrano- Pálpala. La réorientation du courant migratoire bolivien vers Buenos Aires et les grandes villes de l'intérieur, l'origine urbaine des immigrants, la perte de dynamisme des économies provinciales et la mécanisation de la canne à sucre sont les principaux déterminants d'une situation qui va s'affirmer la décennie suivante.
- 1970-1980 – La diminution de la population étrangère limitrophe s'accroît, en particulier à San Pedro et Ledesma, mais peu dans les vallées et notamment à El Carmen, grâce à l'expansion du tabac.
- 1980-1991 – De nouveau, la présence bolivienne augmente au niveau provincial, mais uniquement dans les départements El Carmen et Dr M. Belgrano-Palpala. On observe le même mouvement de concentration dans les grandes villes au niveau national. En 1991, Jujuy concentre 20,4% de la population née en Bolivie, ce qui la classe en seconde position derrière l'aire métropolitaine (38,8%).

Variations sur le même thème : les Boliviens à Jujuy d'après les fichiers de la Direction Nationale des Migrations (DNM)

Dans un article publié en 1999, G. Karasik et R. Benencia font état des résultats d'un dépouillement des décrets de régularisation (1978-1995), effectué sur la base d'un échantillonnage. L'ensemble des chiffres cités est le produit d'une agrégation des 726 cas dépouillés (5% d'un univers de 7 500). On pourra regretter l'absence de traitement longitudinal des données, qui malgré la série d'incertitudes inhérente à la source (fiabilité des déclarations, taille de l'échantillon), aurait pu donner quelques pistes sur les évolutions relativement récentes. Néanmoins, la démarche permet de reformuler l'analyse du phénomène et conduit les auteurs à énoncer de nouvelles hypothèses, inspirées de travaux en cours.

- En moyenne, le temps parcouru entre l'entrée sur le territoire argentin et la régularisation, varie de 6 à 7 ans. Le renouvellement des migrants est continu : lors de l'entrée sur le territoire, 78% avaient

moins de 34 ans, dont plus de la moitié entre 14 et 24 ans. On observe par rapport aux recensements, une dynamique de féminisation.

- L'inversement des aires de concentration de la population bolivienne précède l'évolution du peuplement régional. Les immigrés procèdent à un ajustement plus rapide aux changements économiques. L'échantillon de la DNM permet de souligner l'importance de deux noyaux de concentration depuis 1970 : 31,9% de la population régularisée entre 1978 et 1995 s'est déclarée résidente à San Salvador et 21% dans le département El Carmen (Perico 5,2%, Monterrico 1,1%). D'autres localités émergent comme La Quiaca (5,9%), Palpala (4,7%), Fraile Pintado (4,6%), Palma Sola (3,6%) et La Esperanza (2,6%). Les auteurs parlent de « déghettoisation » de l'immigration, compte tenu de ce qu'ils discernent comme une tendance à la dispersion territoriale.
- Quelle que soit la période d'entrée dans le pays, les principaux secteurs d'emploi sont les mêmes depuis trente ans : agriculture (37%), construction (16%), services (11%). Cependant, on observe au sein de l'agriculture la diminution des *jornaleros* (36%) et la prépondérance des *agricultores y labradores* (60%). Ce résultat serait lié fondamentalement à la présence de métayers dans le Ramal ou dans la quebrada de Humahuaca et la *Puna*.
- Sans disposer de l'information sur le lieu de naissance des régularisés (seulement disponible à la DNM de Buenos Aires), les auteurs formulent des hypothèses à creuser, sur l'évolution de l'origine régionale des migrants. Il y aurait une augmentation importante des migrants venant de Tarija et Potosi en premier lieu, depuis une vingtaine d'années, et de La Paz et Oruro en second lieu. Les Cochabambinos auraient quant à eux nettement réduit leur présence à Jujuy, allant directement à Buenos Aires. La croissance urbaine dans les départements boliviens limitrophes, et surtout à la frontière, serait une cause d'intensification des migrations vers Jujuy.
- Si l'on considère que le recensement de 1991 représente l'immigration légale, les décrets réalisés à partir de l'amnistie de 1992 permettent d'estimer le poids de l'immigration illégale au début des années 90, à environ un quart de plus. Bref, on peut considérer que la population bolivienne résidant dans la province de Jujuy à ce moment était d'au moins 40 000 personnes, ce chiffre s'inscrivant dans une tendance longue, à la baisse.
- Il semblerait d'un côté que la population de migrants se renouvelle, mais surtout s'intègre et se « dilue » dans une population jujénienne qu'elle a largement contribué à constituer au milieu du siècle.

L'insertion résidentielle des boliviens à Salta et San Salvador

Si l'on se réfère à Whiteford, il existait un type de migrant bolivien de passage dans l'agglomération de Salta, qui entre deux *zafras*, pouvait profiter d'un contact dans la capitale pour y

passer quelques temps et éventuellement trouver un emploi. Son adaptation à la ville dépendait alors en bonne partie de son origine, rurale ou urbaine. Il était cependant difficile pour ces migrants, d'exercer leur métier d'origine, les conditions d'exploitations étant décourageantes. Par exemple, un tailleur aurait dû passer par une entreprise locale dont le patron aurait ponctionné 60 à 70 % de l'argent récolté par son travail (Whiteford, *Workers from the North*, 1982). Le migrant repartait alors à la recherche de travaux saisonniers. Ce modèle qui date de la fin des années 70, n'est certainement plus d'actualité, mais il constitue le témoignage d'une connexion entre migrations rurales et urbaines.

Notre information sur les Boliviens à Salta n'a pu être appuyée par aucune étude spécifique. Les quartiers d'habitat spontané qui se développent actuellement dans la ville se situent en zone périphérique. D'après les entretiens, il semble qu'une certaine ségrégation / concentration spatiale caractérise l'implantation des boliviens dans Salta. Les quartiers irréguliers cités sont les plus récentes implantations du Nord de la ville (à partir de 17 de septiembre, M. Ragone, La Tradición), le Centre-Est (Las Palmeras), et des zones d'habitat consolidé du Sud-Est (Villa Juanita, San Benito). La question de la discrimination a été évoquée par plusieurs sources, désignant notamment les populations les plus défavorisées. Il semblerait qu'il existe un imaginaire collectif du bolivien riche, qui achète des terrains et sous-loue aux argentins pauvres. Dans ce contexte de crise sociale, les Boliviens pourraient ne pas avoir accès facilement aux invasions de terrains. Il existe un centre bolivien, apparemment divisé en groupes suivant le département d'origine. D'après nos deux informateurs boliviens, il ne joue peut-être pas un rôle associatif important, au sens politique, mais il permet aux migrants de se rencontrer autour de coutumes communes. Ainsi, l'existence de ce club est-elle sans doute notable, et à exploiter, surtout en ce qui concerne le cercle social.

A San Salvador de Jujuy, les *villas miserias* ont constitué la première étape de l'installation de nombreux Boliviens ; les immigrants plus anciens (plus de huit ans) se sont quant à eux plutôt installés dans le quartier de Mariana Moreno²⁸ qui concentre aujourd'hui une bonne partie des Boliviens de San Salvador de Jujuy. Le plan d'éradication des *villas miserias* a entraîné un déplacement de bon nombre de Boliviens vers le quartier El Arenal , construit au bord de la route nationale 9. On notera l'urbanisation de la zone de Alto Comedero, appelée à devenir une nouvelle commune, et à constituer une conurbation liant San Salvador et Palpala. Il n'y a pas de quartiers ethniques vraiment, mais parmi les plus « colorés », retenons Campo Verde, el viejo centro ferroviario et donc Mariana Moreno ET El Arenal.

²⁸ Situé au-dessus de la gare routière, il s'agit d'un quartier à fort potentiel de part sa vue et sa localisation dans le centre, mais bradé pour des raisons politiques.

Distribution spatiale de l'émigration en provenance de la vallée centrale de Tarija

L'enquête dirigée par J.P. Guevara en 1998, dans la vallée centrale de Tarija, malgré des définitions peu claires, permet de caractériser un certain type de flux transfrontalier. Menée sur le lieu de départ, l'observation correspond à des mouvements de type « départ avec retour » ; de fait, il s'agit d'une population ayant effectué un déplacement « temporaire » d'une durée variable. La principale information globale est que 40% des individus ont connu une expérience migratoire. Ce qui constitue une proportion importante et suggère qu'il s'agit bien d'un fait coutumier. La durée de ces mouvements se distribue essentiellement entre 3 et 6 mois (31%), et entre 3 mois et un an (60%). 40% des personnes ayant eu une expérience migratoire ont émigré en Argentine, les autres se sont très majoritairement déplacées dans l'espace du département.

Concernant strictement la migration en Argentine, les réseaux de relations sont déterminants : plus de 75% des chefs de foyer migrants ont eu accès à une forme de collaboration sur place : parents (43%), employeur venu recruter dans la communauté (19%), connaissances (14%). Il est intéressant de noter que cette population paysanne ne change pratiquement pas de branche d'activité lors de ces déplacements, ce qui influe forcément sur le lieu de résidence : la majorité doit se maintenir près des marchés du travail agricoles.

La distribution spatiale de cette émigration peut être analysée en se référant au tableau des localités habitées par les 496 chefs de foyers présents ayant déjà migré en Argentine. A défaut de précisions et considérant le questionnaire (sont enregistrées les cinq dernières migrations), on peut supposer qu'il s'agit de la dernière migration effectuée. Ces événements renvoient à une période assez large (de 1930 à 1998) qu'il aurait fallu désagréger par tranche d'âge pour pouvoir interpréter le phénomène en termes de dynamique spatiale. On doit se contenter ici d'une agrégation qui définit un espace migratoire global, incluant de vieilles territorialités et d'autres plus récentes : 5% des déplacements enregistrés ont eu lieu entre 1930 et 1950 ; 22,6% entre 1951 et 1970 ; 12,3% entre 1971 et 1980 ; 12,9% entre 1981 et 1990 ; 33,5% entre 1991 et 1998 ; 13,7% n'ont pas répondu concernant la date et 4,6% concernant le lieu.

L'effet de frontière est évident : 58% de ces mouvements ont eu lieu dans l'une des deux provinces frontalières (Jujuy 36%, Salta 22%). La totalité des déplacements enregistrés dans les provinces limitrophes (285) se distribue très inégalement : 58% dans les vallées tropicales ; 10,5% à Salta ; 7% à San Salvador ; 6,3% dans le Chaco ; 2,5% dans les vallées tempérées ; 1,4% dans la puna ; 13% de localités non identifiées. Pour cette population, la proximité du lieu de migration constitue donc une caractéristique prégnante. On ne peut cependant rien en déduire puisque le fait d'enquêter des remigrants surdétermine logiquement les migrations à faible distance. Il est simplement intéressant de noter la prédominance des vallées tropicales (Ledesma, Fraile Pintado, San Pedro),

l'existence d'un lien privilégié avec Saravia dans le Chaco septentrional et la très faible représentation de la zone des vallées tempérées. Une étude de cas réalisée en 1998, dans la communauté Pinos Sur (Hinojosa et. al., 1999), corrobore en partie ces informations. Deux zones d'immigration massive se distinguent - colonia Santa Rosa (Salta) et Fraile Pintado (Jujuy) - et deux zones d'intérêt récent apparaissent - Saravia (Salta) et Yuto (Jujuy). On peut penser que chaque communauté rurale développe ses connexions avec certains lieux en Argentine, ce qui implique une certaine canalisation de l'émigration.

D'après cette même étude, la question de la préférence pour les provinces frontalières, l'hypothèse de la minimisation des risques est privilégiée. Il semblerait que malgré des salaires plus hauts, les provinces Santa Fé et Buenos Aires, au climat plus dur et impliquant un coût du transport supérieur, soient moins attractives que Jujuy et Salta. Et au plus on s'enfonce, au plus les contrôles se font pressants ; "Buenos Aires, Corrientes, Santa Fe et Tucuman sont d'autres destinations possibles mais qui attirent moins de candidats. Les migrants de Pinos sud savent que les salaires journaliers sont plus élevés dans ces zones, mais aussi que les contrôles de gendarmerie et de la police sont plus pressants, sur les routes ou dans les exploitations".

Une fois de plus se révèle la méconnaissance du phénomène migratoire à l'échelle régionale, faute de production de données et compte tenu de l'ancienneté optimale des données du recensement. Néanmoins, la confrontation des approches – exploitation des données secondaires sur le lieu de réception d'un côté, élaboration d'une enquête sur le lieu de départ, d'un autre – montre la voie. Principalement, on observe des discours qui ne se corroborent pas, et notamment sur le plan spatial. L'immigration légale captée par les recensements et les registres de régularisation nous montre un phénomène de concentration dans les vallées tempérées avec une prédilection nouvelle pour la grande ville ; tandis que l'émigration de relativement courte durée avec retour, majoritairement illégale, captée dans la principale région rurale du département de Tarija, renvoie à une très forte connexion avec les vallées tropicales. Cette opposition est révélatrice d'une complexité fondamentale : les espaces résidentiels se différencient en fonction des paramètres de la migration (origine géographique, activité professionnelle initiale, expérience migratoire, réseaux sociaux et cetera). Et on ne peut pas capter cette complexité sans se situer de part et d'autre de la frontière, dans différentes régions, sous peine de limiter les types de déplacements. Est-ce que la circulation transfrontalière est plutôt rurale-rurale, et l'immigration de longue durée orientée vers les marchés urbains du travail ? D'une manière générale on s'explique particulièrement mal les caractéristiques de l'insertion urbaine des migrants boliviens dans la région et notamment son éventuelle connexion avec la ville de Tarija.

L'insertion économique des immigrants boliviens dans le Nord-ouest argentin

L'insertion économique des boliviens en Argentine peut être appréhendée au travers de quelques grandes activités qui ont nettement influé sur la distribution spatiale de la population. Ces différents secteurs dont l'essor intervient successivement, constituent une espèce de trame du peuplement, caractéristique du phénomène migratoire en milieu frontalier. C'est en effet la superposition de vagues migratoires s'insérant à chaque fois dans un milieu de prédilection, qui fait la spécificité des provinces de Salta et Jujuy.

A l'origine, la canne à sucre

L'exploitation de canne à sucre dans le Nord-ouest argentin a été l'un des grands déterminants du peuplement régional, de la fin du XIXe siècle au début des années quatre-vingt. C'est une activité indissociable de la problématique frontalière, tant elle a exploité l'effet de rente différentielle entre l'Argentine et la Bolivie, s'ingéniant à rationaliser l'emploi saisonnier de la main-d'œuvre indigène locale et du pays voisin. En 1892, l'arrivée du chemin de fer dans le Nord libère les exportations, stimule la production et le recours à la main-d'œuvre bolivienne, désormais acheminée directement par ce mode de transport. Le nombre de boliviens recensés officiellement dans le pays passe de 3 779 en 1895 à 12 854 en 1914. La période de l'entre deux guerres est marquée par une croissance régulière de la production, et donc de l'immigration bolivienne. Cette dernière se concentre quasi exclusivement dans les provinces de Jujuy et Salta (88%), soit officiellement 36 800 personnes en 1947, mais la demande est telle qu'il en vient beaucoup plus de manière illégale : les Boliviens peuvent travailler beaucoup et sont peu contestataires, malgré la faiblesse des salaires ; le gouvernement argentin ferme aisément les yeux quant il s'agit de boliviens en général et d'illégaux en particulier, et ces derniers sont facilement expulsables en cas de problème.

En 1949 cependant, la phobie d'une « bolivianisation » de la frontière pousse le gouvernement argentin à renforcer sa législation migratoire (lois qui jusqu'à là s'adressaient principalement aux européens). Le décret 1 162 sanctionne les Argentins faisant appel aux illégaux, le décret 24 104 permet d'employer les Boliviens pour une durée d'un an maximum, et le décret 24 666 est censé encourager les patrons à légaliser leurs employés, tout en limitant ces derniers quant à la durée de leur séjour en Argentine. La période 1947-1960 voit se développer fortement les cultures industrielles sous l'impulsion de l'Etat, soit la canne à sucre dans la zone, mais aussi le tabac, plus au Sud. Ainsi le décret 3 958 encourage le recrutement des boliviens, en les astreignant cependant à un contrôle sanitaire à la frontière afin de déterminer leur capacité à travailler, et en leur donnant des permis de séjour de 6 mois. Cette dynamique est renforcée en 1960, lorsque les Etats-Unis se décident à substituer leurs importations de sucre cubain. Cette année là, 89 600 boliviens sont recensés sur le

territoire argentin (dont 76,9 % dans le Nord du pays). Entre 1964 et 1965 les « Decretos de Amistad » ont pour but de clarifier la situation des nombreux illégaux présents en argentine, mais il est estimé en 1970 qu'il existe 3 travailleurs illégaux pour un légal.

A partir des années 1970, les ouvriers sont progressivement remplacés par des machines (1 machine effectue alors le travail de 350 hommes) qui augmentent la productivité mais aussi permettent aux entreprises de se décharger de la gestion des problèmes sociaux (revendications, problèmes sanitaires, logement, éducation de la famille). L'excès d'offre de main-d'œuvre qui s'ensuit alimente la redistribution spatiale du courant migratoire : d'une part, vers les vallées tempérées du Nord-ouest ; d'autre part, dans les grandes villes argentines et Buenos Aires. Les populations les plus affectées sont celles de la zone des plantations (départements d'Oran, San Pedro, Ledesma) et de la zone andine de subsistance (départements d'Oruro, Potosi et Tarija). Aujourd'hui, on peut affirmer que le système de production traditionnel basé sur l'emploi massif de saisonniers est révolu. Les grands mouvements de *Zafreiros* ont nettement régressé. Malgré le haut degré d'intégration verticale du secteur, compte tenu de la concentration de la production et de l'industrialisation, l'incidence de l'activité sur les marchés du travail du Nord-ouest a fortement diminué.

Les changements agraires dans le tabac et leurs effets sur la demande de main-d'œuvre : le cas de Jujuy

L'autre grande culture industrielle du Nord-Ouest argentin est le tabac, dont l'exploitation a commencé à prendre une importance particulière dans les années 60, se substituant à la polyculture des vallées tempérées. L'augmentation de la productivité à partir des années 70, tout en réduisant l'importance des travailleurs lors de différentes phases de la culture, a généré de nouveaux niveaux de rendements qui impliquent plus de personnel lors de la récolte. Au total, on peut observer une légère diminution de la journée de travail par hectare, mais l'activité reste l'un des principaux secteurs d'emploi de la province. En pleine récolte, les producteurs évaluent l'emploi à 20 000 personnes, mais celle-ci s'est fortement concentrée (75% de la récolte se concentre entre décembre et janvier, alors qu'elle s'étendait jusqu'à avril dans les années 70). En ce qui concerne les relations de production, il faut noter l'émergence d'une bourgeoisie agraire et la disparition des métayers au profit d'une complexification de la division du travail (S. Aparicio et C. Gras 1998). Il y a désormais un fort excédent d'offre de main-d'œuvre qui s'expliquerait globalement (M. Borro, 1993) par :

- la diminution de la demande de main-d'œuvre dans les provinces dynamiques
- la diminution de la demande intra-provinciale dans divers secteurs productifs
- la mécanisation de l'agriculture (canne, tabac)
- l'implantation des immigrés boliviens de façon définitive dans la zone du tabac

- La délocalisation de la main-d'œuvre temporaire du tabac

La fin du métayage dans le tabac a provoqué le départ des paysans pour des zones urbaines où ils sont directement recrutés : " Así, una localidad como Perico del Carmen se transforma en una veritable 'feria' de trabajadores, cuando éstos se reúnen en la plaza a la espera de ser contratados " (S. Aparicio et C. Gras, 1998). Mécanisme classique dans l'agriculture capitaliste, les entreprises cherchent à s'épargner les coûts de reproduction quotidienne de la main-d'œuvre en époque de faible demande du cycle productif. La redistribution géographique de la main-d'œuvre est fortement liée aux politiques de construction publique et privée, favorisant l'enracinement des travailleurs, souvent boliviens. L'octroi de titres de propriétés après invasion en est un des mécanismes.

La réalité migratoire a considérablement changé. Si en 1973 dans les exploitations de tabac (Villar) 33 % des immigrants interrogés alternaient avec la *zafra*, 27% avec d'autres travaux agricoles et que 40% rentraient en Bolivie ; d'après l'enquête SAGyP de 1993, sur les boliviens interrogés, 85% étaient établis, 5% étaient naturalisés et seulement une personne avait migré de Bolivie pour cette récolte. Le processus d'implantation de la main-d'œuvre bolivienne dans le pays " ... ha continuado y los trabajadores radicados y en menor grado nacionalizados constituyen la mayor parte de la oferta de asalariados bolivianos que compite con la mano de obra nativa (o local) en este mercado de trabajo. " (M. Borro, 1993).

Les travailleurs de l'horticulture

Des recherches menées dans la vallée centrale de Tarija (Hinojosa et. al., 1999; J.-P. Guevara, 1999) ont mis en évidence l'existence d'un courant migratoire rural-rural vers l'Argentine. Cette région concentrait environ la moitié de la population rurale du département (66 000 personnes) en 1992. Ses paysans trouvent majoritairement une insertion dans l'agriculture des provinces de Salta et Jujuy, spécifiquement dans le secteur de l'horticulture, et parfois dans la fruticulture ou le tabac. Selon Hinojosa, ces flux migratoires sont en constante augmentation pour trois raisons principales : la division de la propriété (*minifundización*), la baisse de productivité et la précarité du marché urbain de Tarija. Par ailleurs, la fixation de la parité peso/dollar en 1991 a renforcé la valeur des économies réalisées en Argentine par les migrants.

Il existe une corrélation entre structures migratoires et ressources naturelles. Notamment, la temporalité de la migration est conditionnée par les systèmes agraires. En zone sèche, la période de sous-emploi va de novembre à avril et 3/5 de la population migre temporairement. En zone irriguée, la majorité de la population jeune migre, mais les communautés concernées réussissent à occuper une bonne partie de la main-d'œuvre familiale, pour le moment.

Deux situations migratoires ont été distinguées : la migration temporaire/saisonnaire et la migration "définitive" référant amplement au "déplacement du noyau productif et l'acquisition de biens (matériels o symboliques) en dehors de la communauté d'origine"²⁹. Ce qui se traduit par la désignation de migrants saisonniers et migrants "double domicile" ou "visiteurs". Les premiers compensent un sous-emploi structurel inhérent au système agraire de la vallée ; les autres, après des expériences de migration temporaire, redéfinissent la relation famille - communauté, pas forcément dans un sens de rupture, en transplantant leur capacité productive totale (ou presque) familiale ou communautaire, dans les *quintas* horticoles du Nord argentin. Les *visitas* viennent en général passer deux mois entre novembre et janvier, en vacances et pour renouer le lien social avec la communauté.

Le modèle de l' « escalier bolivien » adapté à la région du Nord-ouest permet de cerner le système de mobilité verticale qui caractérise le contexte horticole dans la région. A partir des deux situations récurrentes que sont le salariat et le métayage, on peut observer quatre statuts principaux.

- Type dominant, les journaliers (*jornaleros, peones*) sont les travailleurs salariés qui exécutent les tâches les plus pénibles (transplantations, nettoyage des canaux, pose des tuteurs...), pour un salaire variant entre 8 et 11 pesos par jour. Ce qui représente un revenu mensuel de 160-200 \$. Ce sont surtout les adolescents et les hommes jeunes qui remplissent cet office.
- *Tantero* et *embalador*. Le premier est chargé de gérer les champs de tomates jusqu'à ce qu'elles soient prêtes pour la récolte. Ils sont payés par rangées (9\$ pour trois mois). Le second profil consiste à sélectionner et emballer les tomates. C'est un emploi assez recherché qui nécessite d'avoir de l'expérience et permet de gagner une quarantaine de dollars journaliers (0,50\$ par cagette) en pleine récolte.
- Le métayer utilise les terres et les outils d'un propriétaire fermier, à qui il doit une partie de la récolte qui a eu tendance à augmenter dans les années 90. A cause de cela, des maladies et des sécheresses, le métayage est devenu moins rentable.
- *Quinteros arrendatarios y propietarios*. L'*arrendatario* travaille avec sa famille et des *jornaleros*, sur des terres louées (entre 800 et 1 500 \$ l'ha par saison à Jujuy et Salta). Le propriétaire est généralement passé par toutes les phases avant d'arriver à l'échelon supérieur. La tendance actuelle est de recourir moins aux métayers et de faire appel à des journaliers illégaux.

Commerce : de nouvelles formes de marchés

L'immigration bolivienne est souvent associée dans toute l'Argentine, à distinctes activités commerciales. Au cours des entretiens, davantage que dans la littérature scientifique, nous ont été

²⁹ Hinijosa, p. 596

signalées certaines pistes. Dans la quebrada de Humahuaca, circulent des commerçants boliviens en camionnette, qui achètent des primeurs pour les revendre sur le marché de Perico. A San Salvador et Salta, nous avons souvent été orientés vers des marchés de fruits et légumes ou vers les fameux *mercados de pulgas* (appelés également *ferias* et aussi *tarijitas*, en référence au département bolivien), marchés de vêtements neufs et usagés, électronique, montres, cosmétiques, qui se sont fortement développés depuis quelques années, dans la ville de Salta et à San Salvador de Jujuy. Il semblerait que l'émergence de ces nouvelles zones commerciales, est fortement liée à une stratégie propre à l'immigration bolivienne. L'activité est connectée au commerce des villes frontières boliviennes, qui alimentent ainsi la plupart des *mercados de pulgas* de Salta et Jujuy. Ce fut d'ailleurs l'une des raisons de l'explosion démographique de Yacuiba, qui a attiré une grande partie des acheteurs-revendeurs, via l'organisation de ce que l'on appelle des *tours de compras*. De plus, cette activité commerciale s'accompagne d'infrastructures typiques qui n'existaient pas quelques dix ans auparavant en Argentine, et que l'on retrouve en Bolivie de façon caractéristique. A défaut d'étude spécifique sur la présence bolivienne dans le secteur, nous ferons référence à la description des *ferias* du Grand San Salvador de Jujuy, dans le cadre d'une étude sur l'économie informelle.³⁰

Il y aurait 25 *ferias* permanentes à San Salvador. Elles se caractérisent en général par un agroupement de locaux de 2 m², vendant des marchandises très diverses (bijoux, électronique, vêtements, etc.). On assiste depuis quelques temps à une spécialisation, la vente d'électronique et de bijoux se faisant par exemple plutôt autour de la gare routière. Le prix de location d'un des stands varie de 100 à 450 pesos par mois, suivant la taille de la feria, son ancienneté et sa réputation. Tenir un stand dans une des *ferias* impose de passer par certaines formalités administratives. La démarche est peu souvent accomplie, ce qui explique le grand taux de rotation des vendeurs, qui se voient obligés de fermer au moment des contrôles périodiques des agents de la municipalité, soit tous les 6 mois. A ce phénomène s'ajoute celui des *ferias* itinérantes. Ainsi un groupe de commerçants se déplace avec sa marchandise entre Perico le jeudi, Palpala le vendredi, San Pedro le samedi matin et enfin l'Alto Comedero le samedi après midi et le dimanche. C'est dans ce dernier endroit que se situe la feria la plus importante - 320 stands de 2 m², loués à 4 pesos par jour – qui constitue l'évènement commercial de la fin de semaine dans la région de San Salvador. On y retrouve ainsi des vendeurs traditionnellement implantés en ville, et certains petits producteurs de fruits et légumes, remontant du Ramal afin d'écouler directement leur marchandise.

Il existe aussi un marché du travail de la vente ambulante, qui peut être une étape avant de pouvoir se permettre de louer un local dans une *feria*. Les vendeurs sont généralement dispersés dans les centres urbains et payent parfois un droit à la municipalité. Un principe de solidarité régit le mode

³⁰ ELEIT Andrés Daniel, (coord.) Armando Rubén BERRUEZO (1998), *La economía informal en Jujuy*, Universidad Nacional de Jujuy - Facultad de ciencias económicas, Cátedra seminario final, Jujuy, 92 p.

d'organisation, notamment en ce qui concerne les contrôles des autorités locales et l'achat groupé de produits. Dans le cas de San Salvador de Jujuy, il existe un pic de l'activité, au moment des fêtes de Noël, où de nombreux marchands ambulants s'installent sur les trottoirs de la ville, afin d'y vendre notamment des feux d'artifices. Tous proposent les mêmes produits mais sans que cela entraîne de la concurrence, car les bénéfices sont récoltés en fin de journée pour être équitablement redistribués.

Concernant l'origine des marchandises, les vêtements usagés proviennent majoritairement d'organisations caritatives religieuses nord-américaines. Elles sont généralement acheminées sur le continent sud-américain via les ports chiliens. Il existe aussi une contrebande de vêtements neufs en provenance d'Europe ou d'Asie (via les zones franches d'Iquique (Chili) et de Manaus (Brésil), qui transitent au Paraguay ou en Bolivie avant d'être acheminée sur le sol argentin. Le même phénomène se produit en ce qui concerne la contrebande de produits électroniques, à la différence que le Pérou représente aussi une zone de transit importante. Enfin, une grande partie de la marchandise textile commercialisée est contrefaite, en majorité par les ateliers clandestins de Buenos Aires, de Santa Cruz ou Yacuiba.

L'insertion urbaine des migrants : des secteurs à explorer

La reconcentration urbaine de l'immigration a pour pendant l'insertion dans des secteurs divers. Avec le commerce, le milieu de la construction semble être le plus important. Cependant, on ne dispose pas d'analyse à son sujet. Il semblerait qu'il participe d'une pluriactivité pouvant s'associer avec les marchés du travail agricole. Un exemple d'activité urbaine pouvant constituer une stratégie spécifique nous est suggéré par les taxis de Salta. Sur 650 véhicules enregistrés, une centaine appartiendraient à des Boliviens, à qui il a fallu investir environ 10 000 USD dans l'achat de la licence, et se procurer une voiture. Il existe par ailleurs un flux traditionnel d'étudiants boliviens dans les universités argentines. L'un des doyens de l'UNSA, par exemple, est d'origine bolivienne. D'après nos informateurs de Salta, l'université Catholique (droit), attire davantage la bourgeoisie sud bolivienne, à la recherche d'une éducation prestigieuse, alors que l'UNSA (Universidad Nacional de Salta) capterait des étudiants issus de la classe moyenne, ayant eu accès à des bourses ou possédant des contacts dans la ville. Cependant, dans l'actualité, le niveau d'inscription des étudiants boliviens est assez faible à l'UNSA (A. Lattes, M. Boleda, 1999) et le « solde migratoire » serait négatif, les étudiants argentins d'origine bolivienne qui vont étudier à Tarija étant de plus en plus nombreux.

Les changements agraires intervenus dans la province remettent en cause certains lieux communs sur la structure des migrations. Les principales zones de demande de main-d'œuvre agricole restent le Nord (canne, agrumes, cultures précoces, haricot) et le Centre (tabac, horticulture), auxquelles il faut

ajouter le Nord-Est (haricot), compte tenu des grandes superficies colonisées le Chaco. Si les grandes cultures industrielles maintiennent à peu près leur niveau de production (tabac, canne), elles emploient beaucoup moins que traditionnellement. Par ailleurs, l'importance économique de l'horticulture, de la fruticulture et des légumes secs, s'est affirmée. Or, toutes (sauf l'horticulture destinée au marché local) sont fortement exposées à l'instabilité des cours mondiaux ou à la concurrence du Brésil, ce qui s'est traduit par des crises successives et une grande précarisation de l'emploi et des rythmes de travail.

D'abord, il faut poser la question du recours à la main-d'œuvre immigrée, en fonction des systèmes de production dominant les différents secteurs agricoles (entreprise capitaliste, exploitation moyenne, minifundio). Ensuite, la conjonction des facteurs d'instabilité des sources d'emploi agricole, compte tenu de la spécificité de la population qui nous intéresse, est à interpréter en termes d'innovation. Quelles adaptations impliquent les changements productifs dans la stratégie des boliviens, qui de toutes façons, ne voient pas la situation s'améliorer chez eux ? On peut également se demander si la tendance générale à placer le migrant bolivien dans un sous-prolétariat nomade ne masque pas tout simplement une méconnaissance de son insertion réelle dans une réalité agraire complexe : agriculture des cordons verts, petits entrepreneurs, métayers, salariés agricoles.

Par ailleurs, il est nécessaire de proposer des modèles qui analysent l'insertion urbaine des migrants, ceux-ci vivant davantage en ville et reproduisant des stratégies qui à défaut d'avoir été étudiées, nous ont été signalées de façon récurrente. Il y a certainement de nouveaux parcours, de nouvelles niches et de nouveaux rythmes en réponse à la crise. L'alternance d'emplois agricoles et urbains peut-être justement une réponse, comme d'une manière générale, l'accroissement de la réactivité aux demandes des marchés du travail. Dans cette hypothèse, les concepts de réseau et d'information sont plus que jamais fondamentaux.

Conclusion - Des Scénarii d'enquête

L'hétérogénéité géographique, méthodologique, et thématique des informations rassemblées, nous conduit à une espèce d'impasse si l'on veut en faire une synthèse. De nombreuses situations migratoires, différentes formes de mobilités ont été évoquées, le plus souvent en fonction d'un cas ancré dans une époque et un lieu, difficilement généralisable. Néanmoins, ces fragments de réalité s'inscrivent tous dans des espaces, qui amalgamés les uns les autres, peuvent nous renvoyer à une nouvelle échelle régionale, un espace restreint bien qu'encore surdimensionné, qui constitue le théâtre des principaux phénomènes d'intérêt pour notre recherche. Cette région frontalière « pertinente », pour

la partie argentine d'un côté, correspond peu ou prou³¹ à la carte de la population née dans un pays limitrophe (recensement de 1991) ; pour la partie bolivienne, nous avons retenu les zones limitrophes pour leurs villes-frontière essentiellement, et la vallée centrale de Tarija, fortement connectée à l'Argentine, Salta et Jujuy en particulier. En résulte un nouveau périmètre constitué de 23 unités administratives intermédiaires³², totalisant en 1991-92 une population d'environ 720 000 individus, pour 114 217 km².

Document 5 – Les populations urbaines et rurales dans les unités administratives sur la frontière boliviano-argentine en 1991/1992

Province / Département	Population	Population urbaine	Population rurale	Superficie (en km ²)
	91 / 92			
Modeste Omiste (Pt)	31 737	23 867	8 067	3 420
Avilez (Tj)	16 210	0	16 210	2 742
Mendez (Tj)	29 868	2 340	27 528	4 861
Cercado (Tj)	108 241	90 113	18 128	2 078
Arce (Tj)	44 713	21 394	23 319	5 205
Gran Chaco (Tj)	74 612	45 591	29 021	17 428
Total Bolivie	305 381	183 305	122 273	35 734
El Carmen	62 291	40 647	21 644	912
Dr. Manuel Belgrano	184 920	180 102	4 818	1 917
Ledesma	68 869	64 826	4 043	3 249
Palpala	43 521	39 822	3 699	467
San Antonio	2 704	0	2 704	690
San Pedro	66 130	55 538	10 592	2 150
Santa Barbara	15 607	5 019	10 588	4 448
Yavi	16 533	11 499	5 034	2 942
Total Jujuy	460 575	397 453	63 122	16 775
Anta	39 213	20 015	19 198	21 945
Capital	373 586	370 340	3 246	1 722
Cerrillos	20 099	12 139	7 960	640
Chicoana	15 003	7 746	7 257	910
General Guemes	35 573	29 657	5 916	2 365
General Jose de San Martin	106 688	83 634	23 054	16 257
La Caldera	4 037	1 877	2 160	867
Oran	100 747	80 079	20 668	11 892
Rosario de Lerma	26 246	18 281	7 965	5 110
Total Salta	721 192	623 768	97 424	61 708
Total région frontalière	1 487 148	1 180 659	274 752	114 217

On peut néanmoins commenter le résultat globalement, en référence au diagnostic régional et au repérage des phénomènes de mobilité. La zone de puna et quebradas a été exclue à l'exception des unités limitrophes. Le Chaco est représenté par Gran Chaco, G1 San Martin, l'Est d'Oran et Anta. Côté

³¹ Nous incluons dans le doute les principaux départements producteurs de tabac, de la province de Salta, et le département Anta, le plus peuplé du Chaco, dont la localité d'Apolinario Saravia revêt un certain intérêt.

³² Evidemment, le maillage politico-administratif dépasse largement l'aire pertinente, ainsi, dans une province comme Gran Chaco, c'est l'immédiate périphérie de Yacuiba qui nous intéresse, soit une portion infime du territoire désigné.

vallées, on a essentiellement retenu l'espace le plus productif et urbanisé, en dehors de l'umbral al Chaco. Cet assemblage est hétérogène, tous les départements ne participant pas du même niveau de complexité, concernant les phénomènes de mobilité et migration. Il est certain que les départements ou provinces de haute complexité sont ceux qui contiennent les grandes villes, les villes-frontière ou les vallées tropicales, a fortiori pour ceux réunissant plus d'une de ces caractéristiques (Oran, Arce). Cette appréhension qualitative de la richesse du thème dans certaines zones, surdétermine le couloir central des déplacements, soit l'axe Tarija, Bermejo, Oran, San Salvador, Salta.

Le nouveau périmètre frontalier n'est pas une fin en soi, c'est un nouveau point de départ, pour la définition d'unités d'observation précises, en fonction de champs d'analyse à identifier, sous forme de scénarios.

On peut désormais tenter de confronter ces quelques connaissances, à la question des options d'enquête. Il nous a semblé que les possibilités pouvaient s'articuler autour de trois approches : sectorielle, stock et flux.

Scénario 1 : L'approche flux

Il s'agirait de sélectionner, comme univers d'enquête, les migrants en déplacement dans une ou des zones étudiées. La problématique se focaliserait alors sur les lieux d'origine et de destination du migrant en mouvement, et sur sa stratégie de déplacement. Ce qui permettrait d'obtenir un panorama géographique des flux, observables en un lieu et un moment donné. La complexité de l'information et la longueur des questionnaires devraient être considérablement diminués par la démarche.

Ce type d'enquête, par définition, serait réalisé sur un lieu de passage des migrants boliviens en Argentine ou dans le Sud de la Bolivie. Pour cela, il faut d'une part déterminer quels sont les points où les flux en question sont importants ; les possibilités de circulation réduisent les possibilités. D'autre part, compte tenu des variations saisonnières et de la situation propre à chaque région de départ, il faut mettre en place une observation continue du phénomène. Les points d'entrée officiels entre l'Argentine et la Bolivie sont au nombre de trois, mais il est encore difficile de discerner leurs différences fonctionnelles. Certes Villazon et Bermejo voient transiter en majorité les migrants de l'altiplano et des vallées, et Yacuiba ceux des basses plaines. Mais la logistique ne suffit pas à expliquer le parcours d'un Bolivien désirant se rendre en Argentine, il faut aussi tenir compte de facteurs psychologiques qui vont pousser le migrant à choisir tel ou tel parcours. Les zones frontières sont indéniablement celles des « on dit », des bruits y courent en permanence... Bref, quel degré d'ubiquité peut-on se permettre ? Et si l'on privilégie le couloir migratoire Villazon-La Quiaca/Jujuy, qui est en l'occurrence le moins transité, cela peut avoir une implication démo-spatiale et économique nette sur la population captée.

Un aspect important à prendre en compte est celui du contexte d'illégalité qui entoure la migration et les déplacements de personnes dans la zone. Même pourvus de papiers en bonne et due forme, les gens se méfient des douanes argentines et même boliviennes, qui peuvent sans raison leur occasionner des problèmes. Quant à l'immigrant illégal, il s'évertue à déjouer les contrôles menés par les organismes d'Etat. Ne disposant probablement pas du temps nécessaire à la mise en confiance des personnes interviewées, l'acceptation des entretiens et le cas échéant la qualité des données, risquent de s'en trouver fortement limitées. Nous rencontrerons donc deux difficultés principales : d'une part, la localisation judicieuse des lieux d'enquête ; d'autre part, la réalisabilité des entretiens. Il faudrait peut-être alors envisager de s'associer aux autorités, et de recueillir des données basiques, pour une durée d'entretien très courte.

Scénario 2 : Monographie : Tarija et /ou San Salvador (l'approche stock)

Elle consiste à identifier démographiquement les immigrants et leurs pratiques en un lieu donné, dans la lignée de ce qui a été fait dans le projet jusqu'à présent. Nous distinguons trois échelles d'investigation au niveau de la province : locale, régionale et provinciale.

- L'approche locale consisterait à analyser la migration sur une localité ou un quartier, choisis pour des caractéristiques cohérentes avec les problématiques retenues. Compte tenu du volume de migrants et descendants de première génération, nous imaginons difficilement une enquête sur le Grand San Salvador, dans des conditions artisanales. En revanche, un quartier d'urbanisation récente comme Alto Comederos, ou des localités urbaines émergentes grâce au marché du travail agricole environnant (Perico, Palpala) pourraient faire l'affaire. Le choix de la localité renverra donc à une préférence thématique.
- L'approche régionale avant toute méthodologie de sondage, pose la question de la cohérence du territoire observé. Dans quelle mesure des espaces sont-ils suffisamment interdépendants pour constituer une unité d'analyse ? Quelle région peut-être pertinente dans le cas de l'immigration bolivienne ? Il peut s'agir d'un centre départemental et de son espace de rayonnement, ce qui revient à élargir l'approche locale. L'existence de gradients thématiques (proximité de la frontière, ancienneté du peuplement, systèmes agraires anciens – nouvelle agriculture...) pourrait permettre d'observer des différenciations d'intérêt analytique. La route 6 du département de Santa Barbara (localités de Sta Clara, Sta Barbara, Isla Chica, Palma Sola) par exemple, constitue un axe chronologique de la colonisation agricole.
- L'approche provinciale, mise à part pour des raisons administratives, n'a pas lieu d'être. On peut imaginer un sondage aérien sur la base de la quadripartition agro-écologique + l'agglomération du Grand San Salvador.

Scénario 3 : Enquête sectorielle

Il s'agirait de sélectionner comme univers d'enquête, les immigrés ou enfants d'immigrés travaillant dans une ou des activités particulières. L'objectif serait ainsi de se focaliser sur un ou des modes d'insertion, dont on pourrait saisir précisément le métabolisme et voir comment il opère sur la dialectique mobilité-migration. Les fondements théoriques de cette approche s'appuient sur l'existence de stratégies récurrentes, qui constituent des univers sociaux pas moins légitimes, si ce n'est plus, qu'un espace géographique. Concilier l'effet de synthèse des sondages aéroloires et le pouvoir analytique des approches thématiques pourrait être une stratégie pour appréhender la capacité d'adaptation et de changement qui semble caractériser l'immigration bolivienne.

Il existe une tradition d'enquêtes sectorielles initiée avec Villar et redynamisée par Benencia et Karasyk notamment, dans le champ de la sociologie rurale. Or, l'émergence des nouveaux circuits de reproduction sociale et notamment de leur recentrage sur les activités urbaines, sont largement méconnus. Il appartient peut-être à ce type d'approche à la fois d'intégrer un secteur classique, et de créer un précédent dans des secteurs non étudiés. La comparaison de deux ou trois secteurs pourrait générer de nouveaux modèles et constituer un réel apport théorique. Ce serait également une façon de « ménager la chèvre et le chou », dans un contexte d'instabilité économique et sociale aigüe ; analyser un secteur traditionnel et un autre pionnier, serait une façon de travailler en fonction du présent et un pari sur l'avenir.

La pertinence du choix des secteurs serait fonction de la ou des problématiques que l'on se donne. Quel serait le meilleur observatoire du changement ? De la pluri-activité ? Du travail féminin ? De la transfrontièrité ? etc. Par ailleurs, le secteur une fois identifié, selon quelles modalités procède-t-on à la sélection des personnes interrogées ? On peut réaliser un échantillonnage à un niveau territorial donné, ce qui implique de recenser les implantations de l'activité en question, puis d'effectuer un repérage de la population de référence, sur le lieu de travail. Certains milieux se prêteront difficilement à cette démarche. Le problème se posera moins si l'employeur héberge la main-d'œuvre. Une variante peut être de sélectionner des lieux où l'activité est dominante et de travailler sur les lieux de résidence. Cette méthode peut fonctionner s'il y a proximité entre lieu de résidence et lieu de travail. C'est ce qui arrive dans le cas des chaînes migratoires en zone agricole, qui ont normalement un effet de concentration résidentielle : exemple de l'horticulture à Fraile Pintado (cf. Hinojosa).

- Les ferias : le milieu des marchés et de la vente ambulante peut constituer un point de vue novateur sur l'insertion urbaine des immigrés, d'une part, et sur les stratégies migratoires. C'est le domaine par excellence du transfrontalier, qui connecte les territoires argentin (vente) et bolivien (approvisionnement). Le thème est par ailleurs particulièrement intéressant pour le degré d'intégration

verticale de l'activité, qui conduirait à s'intéresser à tout un système de statuts et de mobilité sociale, se traduisant certainement par des différences de structures migratoires.

- La construction : c'est l'activité urbaine de prédilection pour la main-d'œuvre masculine. Aucun travail n'a été réalisé sur ce milieu qui permettrait d'ouvrir une fenêtre sur la pluriactivité.
- Le tabac : il reste le secteur agro-industriel de référence, malgré l'épée de Damoclès qui menace l'activité. On y trouve certainement la population de boliviens de plus grande hétérogénéité sociale. L'activité est tellement ancienne que les immigrés et leurs enfants ont accès à pratiquement tous les statuts.
- L'horticulture : la structure agraire provinciale recèle de nombreuses opportunités d'insertion. Le modèle du métayage ne semble plus être dominant. D'après A. Hinojosa, les propriétaires préfèrent désormais le salariat (journaliers illégaux, employés saisonniers). Une niche comme la fraise pourrait offrir le point d'observation de l'émergence d'une stratégie.

Bibliographie

AGUILAR María Angela, SRBROCCO (coord.), María Eugenia (1998), Informe sobre desarrollo humano 1998 provincia de Salta, Universidad Nacional de Salta, Programa argentino de desarrollo humano, Salta, 51 p.

AGUILAR María Angela, SRBROCCO María Eugenia (coord.), (1999), Informe sobre desarrollo humano 1997 provincia de Salta, Universidad Nacional de Salta, Programa argentino de desarrollo humano, Salta, 38 p.

BALMACEDA Raúl, DE MARCO Graciela, (1992), El sistema político-territorial, in Argentina, geografía general y los marcos regionales, Buenos Aires, Editorial Planeta, 801 p.

BOLEDA Mario, (1993), En torno a las migraciones internacionales : propuesta metodológicas, Atelier "Nuevas modalidades y tendencias de la migración entre países fronterizos y los procesos de integración", Montevideo, 27-30 octobre, 6 p.

BRAVO Gonzalo, (1992), Analyse de la diversité des exploitations agricoles de la région de Salta - Argentine. Pour orienter les actions de recherche et de vulgarisation, Thèse de doctorat, Université de Bourgogne, Faculté de Sciences Economiques, Dijon, 309 p.

BROWN Alejandro, GRAU Héctor, (1993), La naturaleza y el hombre en las Selvas de Montaña, Colección Nuestros ecosistemas, Salta, 143 p.

CIEES, (2000), Indicadores de Situación de la Provincia de Salta, CIEES - Fundación Salta, Salta, 82 p.

INDEC, (1997), Los municipios de la provincia de Salta, INDEC, Estadísticas básicas, Buenos Aires,

LOPEZ Roberto, (1993), La ordenación del territorio del NOA, Seminario "Transporte y Organización territorial", San Miguel de Tucumán, 13-15 octobre, p. 142-153.

MANZANAL Mabel (comp), (1996), El desarrollo rural en el noroeste argentino. Antología, Proyecto Desarrollo Agro-forestal en Comunidades Rurales del Noroeste Argentino, Salta, 248 p.

MANZANAL Mabel, (1995), Desarrollo y condiciones de vida en asentamientos campesinos. El caso de Cachi en los valles calchaquies salteños, Universidad de Buenos Aires, Facultad de Filosofía y letras, Secretaría de postgrado, Buenos Aires, 416 p.

PONTUSSI Ennio, (1995), Geografía del Noroeste Argentino, 225 p.

ROCATAGLIATA Juan, (1992), *Regionalización*, in Argentina, geografía general y los marcos regionales, Editorial Planeta, Buenos Aires, pp. 429-449.

SANTAMARIA Daniel, (1986), Migración laboral y conflicto interétnico, el caso de los migrantes indígenas temporarios a los ingenios azucareros saltojujeños, Estudios migratorios latinoamericanos, vol.1, n°3, p. 357-379.

SELVA SANTILLAN DE Andrés, TEODORO Ricci, (1992), *La región del noroeste argentino : paisajes heterogéneos con economía mixta*, in Argentina, geografía general y los marcos regionales, Editorial Planeta, Buenos Aires, 801 p.

SEP, (1987), Diagnóstico de la Provincia de Salta. Resumen, SEP (Secretaría de Estado de Planeamiento), Octubre.

TORKEL KARLIN Ulf, CATALAN Leonor, et al. (1994), La naturaleza y el hombre en el Chaco seco, Colección Nuestros ecosistemas, Salta, 163 p.

WHITEFORD Scott, (1981), *Workers from the north. Plantations, Bolivian Labor, and the City in Northwest Argentina*, University of Texas Press, Austin, 189 p.